

# **Union démocratique du centre (UDC)**



**Rapport annuel**

**2021**

# TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| TABLE DES MATIÈRES .....  | 2  |
| PREAMBULE .....   | 3  |
| 1. L'ANNÉE EN REVUE .....   | 5  |
| 2. INTERVENTIONS DU GROUPE PARLEMENTAIRE UDC .....  | 41 |
| 2.1 Prises de position de l'UDC .....   | 41 |
| 2.2 Réponses à la consultation de l'UDC .....   | 41 |
| 2.3 Communiqués, newsletter, journal du parti, conférences de presse, édition<br>spéciale ..... | 45 |
| 2.4 Internet .....  | 46 |
| 3. ORGANE DU PARTI .....  | 47 |
| 3.1 Assemblée des délégués .....  | 47 |
| 3.2 Le bureau de la direction .....   | 48 |
| 3.3 Direction du parti .....  | 48 |
| 3.4 Comité du parti .....   | 49 |
| 3.5 Secrétariat général .....   | 52 |
| 3.6 Groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale .....  | 52 |
| 4. VOTATIONS FÉDÉRALES 2021 .....   | 55 |
| 5. L'UDC DANS LES PARLEMENTS CANTONAUX .....  | 57 |
| 6. LES SECTIONS CANTONALES UDC EN LIGNE .....   | 58 |

## **PREAMBULE**

Le Coronavirus nous a tenu en haleine et a donné le ton de la politique suisse pendant près de 2 ans. L'an 2021 a dès lors commencé de façon très inhabituelle pour l'UDC Suisse, qui a dû renoncer à son traditionnel séminaire à Bad Horn au début du mois de janvier en raison du train de mesures largement arbitraire, discriminatoire et inutile du ministre de la Santé Alain Berset. Ce dernier a fait usage de ces mesures afin de détourner l'attention sur son incompétence ; au lieu de protéger efficacement les groupes à risques et les personnes les plus affaiblies, il a choisi d'oppresser des branches entières et de mettre en péril des dizaines de milliers d'emplois.

L'UDC a été le seul parti politique à prendre le contre-pied de ces mesures et à présenter d'emblée une stratégie claire pour combattre la pandémie. Entre autre, elle a lancé les pétitions « Beizen für Büezer » et « Stopp Lockdown », qui ont toutes deux rencontré un grand succès auprès de la population.

La gestion de la crise par Alain Berset et la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral a été marquée par de nombreuses failles, fausses promesses (comme le lancement de la phase de normalisation à l'été 2021) et un chaos ambiant. Les durcissements se sont succédé ; contrairement aux déclarations initiales, un certificat Covid obligatoire a été instauré dans le pays, créant une société à deux vitesses. Les mesures décrétées le 17 décembre par la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral (qui opérait en « mode panique ») nous a notamment gâché les festivités de Noël.

### **Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage**

Toutefois, l'année 2021 a été marquée de grands succès pour l'UDC. En mars, les électrices et les électeurs ont dit oui à l'interdiction de se dissimuler le visage, pour laquelle l'UDC, seule contre tous les autres partis, a réussi à convaincre.

### **Succès de la campagne contre la loi sur le CO2**

D'autres victoires ont suivi dans les urnes. Grâce à l'UDC, les deux initiatives extrêmes de la gauche sur l'agriculture ont été balayées le 13 juin. L'approvisionnement de la population en produits indigènes et régionaux de haute qualité a ainsi pu être garanti. Mais c'est surtout la coûteuse, inutile et injuste loi sur le CO2 que notre parti a réussi à empêcher. Cette loi aurait engendré une charge financière supplémentaire conséquente sur la population sans réelle plus-value pour le climat.

Le résultat est clair : les Suissesses et les Suisses veulent une politique énergétique efficace et économique, non pas des utopies de la gauche rose-verte. L'UDC poursuit donc son engagement pour un approvisionnement énergétique sûr et abordable. Nous demandons à la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga de reconnaître l'échec de la Stratégie énergétique 2050 et de garantir enfin un approvisionnement énergétique bon marché et indépendant de l'étranger.

### **Abolition du projet d'accord institutionnel**

Le combat de plusieurs décennies de l'UDC pour une Suisse libre et indépendante a porté ses fruits ! Le 26 mai, le Conseil fédéral a décidé, sous la pression de l'UDC, de renoncer à signer l'accord institutionnel avec l'UE. La Suisse conserve dès lors son indépendance et son autodétermination. Nous devons toutefois rester sur nos gardes car les europhiles de tous bord ne baissent pas les bras et continuent à tenter

d'arrimer notre pays à Bruxelles. Cela doit être empêché par tous les moyens.

### **Déclaration de guerre à la gauche-caviar et aux moralistes Verts**

Lors de son discours du 1<sup>er</sup> août, le président de l'UDC Marco Chiesa a mis en lumière un thème politique important, à savoir le fossé villes-campagnes. Nous devons en effet empêcher que les citoyens privilégiés de gauche rose-verte continuent de vivre avec opulence sur le dos des populations rurales et des agglomérations tout en imposant leur frénésie écologiste déconnectée de la réalité.

### **Perspectives**

Le programme de l'UDC suit son cap : nous nous engageons pour la liberté et la sécurité de la Suisse, nous combattons les abus dans le domaine de l'asile, de l'aide sociale ainsi que l'immigration démesurée. Nous sommes le seul parti qui s'engage de façon claire en faveur de l'artisanat, des PME, des travailleuses et des travailleurs de notre pays. La charge fiscale pesant sur les entreprises et sur les particuliers doit diminuer et l'Etat, qui n'a de cesse de s'immiscer partout de façon toujours plus conséquente, doit être freiné.

En vue des élections fédérales 2023, nous mènerons une campagne engagée et offensive ; il sera notamment question d'aborder le thème crucial de l'approvisionnement électrique et de lutter contre les dérives des théories et idéologies de genre qui ne font que détourner l'attention des véritables problèmes et besoins de la population. En travaillant ensemble et avec droiture, nous remporterons les prochaines élections, pour le bien de notre pays et de toute la population.



Peter Keller  
Secrétaire général

## 1. L'ANNÉE EN REVUE

### JANVIER



#### **Le peuple décidera du mauvais projet de loi sur le CO2**

Extrait du communiqué de presse du 12 janvier 2021

Soutenu activement par l'UDC, le référendum contre la loi sur le CO2 a abouti avec un résultat impressionnant : plus de 111'000 signatures. Voilà un signal politique clair indiquant que le peuple suisse refuse ce monstre bureaucratique excessivement cher et inefficace. Les arts et métiers, les PME, les locataires, les propriétaires immobiliers, les pendulaires et d'une manière générale les habitants financièrement moins aisés des campagnes sont les principales victimes de cette révision. Durant la campagne de votation, l'UDC s'engagera pleinement pour les intérêts des personnes touchées et de la classe moyenne.

#### **Le Conseil fédéral perd le contact avec la réalité et le soutien du peuple**

Extrait du communiqué de presse du 13 janvier 2021

Le Conseil fédéral et, en particulier, le ministre de la santé Alain Berset semblent avoir perdu complètement le contact avec la réalité. Au lieu de protéger les groupes à risque (environ 6% de la population) pour lesquels le coronavirus représente un danger mortel, le gouvernement tourmente la majorité de la population qui peut parfaitement travailler et vivre avec des concepts de protection. Les dommages sociaux et économiques résultant de ces interventions sont immenses et ne peuvent plus être justifiés. Quant au conseiller fédéral Alain Berset, il se sert de ces mesures drastiques pour détourner l'attention de ses propres défaillances. En agissant de la sorte, le gouvernement perd aussi le soutien du peuple.

## **Déclaration du groupe concernant l'accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne**

Extrait du communiqué de presse du 23 janvier 2021

Le succès du Brexit montre de manière frappante à quel point le Conseil fédéral défend mal les intérêts de la Suisse à Bruxelles. L'accord obtenu par la Grande-Bretagne avec l'UE offre des avantages significatifs par rapport au projet d'accord-cadre institutionnel. Le groupe parlementaire UDC invite donc le Conseil fédéral à renvoyer le projet d'accord-cadre et à mettre fin aux négociations. Le groupe UDC présente avec détermination les exigences suivantes au Conseil fédéral :

- la Suisse doit suivre l'exemple de la Grande-Bretagne et mener des négociations avec assurance comme ce doit être le cas entre partenaires égaux en droits.
- le présent projet d'accord-cadre institutionnel doit être renvoyé.
- l'idée d'un accord-cadre institutionnel doit être immédiatement et définitivement abandonnée.
- le Conseil fédéral a le devoir de respecter la Constitution fédérale et de sauvegarder l'indépendance de la Suisse et les droits du peuple.

## **Enfin, le Conseil fédéral s'inspire de la stratégie Covid-19 de l'UDC**

Extrait du communiqué de presse du 27 janvier 2021

L'UDC a été le seul parti à présenter fin mars 2020 déjà une stratégie claire contre la propagation du virus. L'élément central en est la protection de la santé de la population, notamment des groupes à risque, tout en réduisant au maximum les dommages économiques et sociaux. On saluera donc la décision du ministre de la Santé Alain Berset de renforcer enfin les contrôles aux frontières et la protection des résidents des homes pour personnes âgées et des homes médicalisés. En revanche, le maintien du confinement est fatal. Les conséquences de ce choix sont désastreuses. Cette mauvaise politique Covid-19 alourdit la dette. Selon des estimations d'experts, l'endettement brut de la Suisse passera de 93,7 milliards de francs fin 2019 à plus de 130 milliards et approchera donc le sommet de l'endettement public suisse de l'année 2005. Ainsi, les efforts de 15 années de remboursement de la dette publique auront été complètement annihilés en deux ans seulement. Il est prévisible que la population active, soit la classe moyenne, devra supporter sous la forme de hausses d'impôts les conséquences de cette politique Covid-19 erronée.

## **Votations du 7 mars : les délégués de l'UDC Suisse votent trois fois OUI**

Extrait du communiqué de presse du 30 janvier 2021

Réunis en assemblée en ligne, les délégués de l'UDC Suisse ont décidé les mots d'ordre du parti en vue des votations du 7 mars prochain. Ils ont soutenu clairement les trois objets soumis au peuple :

- **initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage »** : cette initiative lancée par le Comité d'Egerkingen exige l'interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public. Elle vise la dissimulation du

visage en tant que signe d'oppression des femmes et l'islam politique, d'une part, les casseurs qui, lors de manifestations politiques ou sportives, cachent leur visage pour pouvoir attaquer d'autres personnes et commettre des actes de vandalisme sans être reconnus, d'autre part.

- **arrêté fédéral portant approbation de l'accord de partenariat économique de large portée entre les États de l'AELE et l'Indonésie** : cet accord est utile et équilibré. Il offre aux petites et grandes entreprises d'exportation suisses un avantage précieux par rapport à leurs concurrentes de l'UE, cette dernière ne disposant pas à ce jour d'un accord de libre-échange avec l'Indonésie. En ces temps économiquement difficiles, ce traité est important pour l'économie et l'emploi en Suisse.
- **loi sur les services d'identification électronique (LSIE)** : l'identification numérique (e-ID) accroît la simplicité et la sécurité pour les usagers du réseau. Le projet de loi constitue une solution suisse indépendante qui apporte des règles claires, un renforcement de la protection des données et un meilleur contrôle des données personnelles.

## FEVRIER

### **Le Pacte trompeur sur les migrations nuit à la Suisse**

Extrait du communiqué de presse du 3 février 2021

Grâce à l'UDC, la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral ne peut pas décider seule du Pacte de l'ONU sur les migrations. Un petit droit de participation est désormais accordé au Parlement, mais le Conseil fédéral écarte sciemment le peuple suisse de la décision. Il faut cependant que le souverain ait son mot à dire, car cet accord est trompeur. Le Pacte de l'ONU sur les migrations est une convention idéologique totalement à côté de la réalité qui aurait des conséquences extrêmement graves pour notre pays. Il facilite en effet grandement l'accès des migrants économiques du monde entier aux pays de leur choix, et cela indépendamment de leurs qualifications. Cet accord est incompatible avec une gestion autonome de l'immigration, donc avec l'autodétermination de la Suisse.



### **Cela suffit, Monsieur le Conseiller fédéral Berset!**

Extrait du communiqué de presse du 15 février 2021

La politique Covid-19 menée sous la direction du ministre de la santé Alain Berset est préjudiciable à notre pays. Un nombre croissant d'habitants de Suisse rejettent les mesures excessivement dures et veulent retrouver leur liberté. Les deux pétitions « Lockdown stop » et « Des bistros pour les travailleurs » donnent un signal fort dans ce sens : elles ont été signées en peu de temps par plus de 295'000 personnes. « La constante prolongation de cette mauvaise politique Covid-19 doit cesser immédiatement », a déclaré Marco Chiesa, président de l'UDC Suisse, lors de la remise des signatures à la Chancellerie fédérale. Il faut que la population puisse, dès le 1er mars prochain, revivre à peu près normalement en respectant les concepts de protection qui ont fait la preuve de leur efficacité. « Le vif succès rencontré par ces pétitions montre que la population n'accepte plus de se subordonner à un virus. Nous avons le droit et aussi le devoir de vivre et de travailler en liberté », a affirmé le conseiller aux Etats tessinois.

### **Groupe UDC : la pression de l'UDC contre le régime Covid-19 arbitraire du Conseil fédéral est efficace !**

Extrait du communiqué de presse du 19 février 2021

La lutte de l'UDC pour un assouplissement porte des fruits : la commission de la santé du Conseil national a approuvé aujourd'hui la proposition de l'UDC de rouvrir les restaurants et les centres de fitness le 22 mars déjà, donc plus tôt que ne le souhaite la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral. Réuni en séance aujourd'hui, le groupe parlementaire fédéral de l'UDC s'est réjoui de cette décision.

Le groupe UDC a décidé à l'unanimité de déposer les importantes interventions suivantes en vue de la session de printemps du Parlement :

- la motion « Halte au confinement : lever immédiatement les décisions Covid-19 » sera déposée au Conseil national et au Conseil des Etats. Compte tenu

de leurs conséquences graves pour l'économie et la société, les mesures Covid-19 prises par le Conseil fédéral violent le principe de la proportionnalité. Des mesures plus clémentes garantissant tout aussi bien la protection de la santé publique, les restrictions actuelles doivent être immédiatement levées.

- l'initiative parlementaire « Loi sur les épidémies (LEp) : garantir la participation du Parlement » vise à assurer la participation du Parlement également dans des situations extraordinaires. La loi sur les épidémies (LEp) doit donc être complétée par une disposition permettant à l'Assemblée fédérale d'examiner, voire de lever des ordonnances ou des décisions de portée générale du Conseil fédéral ou des départements. Durant la pandémie de Covid-19, le gouvernement a imposé à plusieurs reprises des mesures par la voie d'ordonnances opposées à la volonté du Parlement.

### **L'autocratie du Conseil fédéral doit prendre fin !**

Extrait du communiqué de presse du 23 février 2021

La loi Covid-19 actuelle confère au Conseil fédéral des compétences juridiques particulières dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Il peut ordonner seul des mesures si l'objectif ne peut être atteint à temps par la procédure législative ordinaire ou urgente. Selon cette loi, il doit « associer » les cantons et les partenaires sociaux à leurs responsabilités, « informer » régulièrement le Parlement et « consulter » les commissions. Toutefois, le pouvoir de décision appartient uniquement au Conseil fédéral. Afin de maîtriser la domination exclusive du Conseil fédéral, Martullo-Blocher dépose une intervention à la Commission de l'économie avec le texte suivant : « *Avant d'édicter des mesures ayant un impact économique significatif, telles que des interdictions de travail ou d'exploitation, il (le Conseil fédéral) doit obtenir l'accord des commissions parlementaires respectives* ».

### **Le Conseil fédéral s'entête et ignore les cantons et les commissions parlementaires !**

Extrait du communiqué de presse du 24 février 2021

Le Conseil fédéral s'entête et ignore les cantons et les commissions parlementaires ! C'est un véritable affront de sa part que de refuser de lever plus rapidement les restrictions. La population et les entreprises continueront donc de supporter les chicaneries du gouvernement. Le conseiller fédéral Berset a réussi à faire passer toutes ses propositions et les deux conseillers fédéraux PLR n'ont manifestement pas le courage de le stopper. La majorité des cantons ont demandé avec insistance une levée plus rapide et plus large des restrictions. A côté de la commission de la santé du Conseil national, la commission de l'économie du Conseil des Etats a exigé la réouverture des terrasses et des restaurants le 22 mars prochain. D'une manière parfaitement antidémocratique le Conseil fédéral ignore les avis des cantons et des commissions des deux chambres législatives fédérales. Le conseiller fédéral Alain Berset n'a pas la moindre considération pour les plus de 300'000 signataires des pétitions « Stop Lockdown » et « Des bistros pour les travailleurs ».



### **Un signal fort contre l'islamisme radical et pour les entreprises suisses**

Extrait du communiqué de presse du 7 mars 2021

L'UDC se réjouit du bon accueil que les citoyennes et les citoyens ont réservé à l'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » et à l'accord de libre-échange avec l'Indonésie. Ces deux projets sont importants pour la Suisse : l'interdiction de se dissimuler le visage est un signal fort contre l'islam politique radical et l'accord de libre-échange avec l'Indonésie soutient l'emploi et réduit la dépendance de la Suisse vis-à-vis de l'UE. L'UDC regrette en revanche le refus de la loi sur l'e-ID ; reconnu par l'Etat et visant à empêcher les escroqueries à l'identité et l'usage abusif de données, le procédé d'identification électronique aurait renforcé la sécurité du droit et la garantie des engagements dans l'espace numérique.

### **La tolérance mal comprise de la majorité de centre-gauche menace la sécurité des habitants de la Suisse**

Extrait du communiqué de presse du 15 mars 2021

Les attentats de Morges et de Lugano ont clairement confirmé que le terrorisme islamiste s'est depuis longtemps établi en Suisse. Dans le cadre d'un débat urgent au Conseil national, l'UDC a demandé une action déterminée contre l'islam politique radical. Or, la majorité de centre gauche de la Grande Chambre a rejeté les interventions du groupe UDC. Le nombre de requérants d'asile est actuellement en baisse en raison des restrictions à l'immigration décrétées dans le monde entier à la suite de la pandémie de Covid-19. Mais ce chiffre explosera à la fin de la pandémie. Selon divers experts, des centaines de milliers de migrants économiques attendent actuellement dans la seule région d'Afrique du Nord une opportunité de parvenir en Europe. L'UDC invite donc le Conseil fédéral à prendre dès à présent des précautions pour pouvoir prendre rapidement en cas de besoin des mesures aux frontières.

## Cette micro-mesure est une gifle à la population et aux entreprises

Extrait du communiqué de presse du 19 mars 2021

La micro-mesure d'aujourd'hui, que la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral a réussi à faire passer, est une gifle pour le peuple et tous les artisans et commerçants dont les moyens de subsistance sont détruits par les mesures sanitaires. Le Conseil fédéral repousse de nouvelles ouvertures alors qu'il est évident que les fermetures ne sont pas une solution ! En effet, même dans les pays où le verrouillage est total, les chiffres de l'infection augmentent à nouveau. Compte tenu de la lenteur du processus de vaccination, nous devons apprendre à vivre avec le virus. Toutefois, au lieu d'ouvrir les cafés-restaurants, ainsi que les entreprises de la culture, du divertissement, des loisirs et des sports, sous réserve de concepts de protection fonctionnels, la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral continue d'étouffer les entreprises et la population.



## La majorité de centre-gauche teintée de vert pousse la Suisse à la ruine politique et financière

Extrait du communiqué de presse du 23 mars 2021

Lors de sa conférence de presse d'aujourd'hui, l'UDC dresse un bilan critique de la période suivant les élections climatiques de 2019. Bien que le déficit public atteigne des records, le Parlement gaspille des milliards de francs dans des projets climatiques aussi insensés qu'inefficaces, saigne la population par de nouveaux impôts et redevances et restreint massivement la liberté de chaque individu et de l'économie par des interdictions et des prescriptions. L'UDC présente donc un plan en 10 points avec des exigences et interventions concrètes comme contrepoids à la politique destructrice de la majorité de centre gauche.

Thomas Aeschi, président du groupe, critique les irresponsables mesures de confinement du Conseil fédéral : « Le conseiller fédéral Alain Berset pratique une

politique sans discernement. Les dommages qui en résultent pour notre économie et notre société sont gigantesques et nous occuperont encore pendant de nombreuses années. »

La gauche écologiste refuse d'admettre que la politique d'asile cache une dangereuse bombe à retardement. « Le Pacte de l'ONU sur les migrations abat les digues dans le monde entier », met en garde le conseiller national Andreas Glarner. Le responsable de la politique d'asile de l'UDC a annoncé une intervention parlementaire dans le but de redéfinir le « statut de réfugié complètement suranné » qui date encore de la Deuxième Guerre mondiale. Ce statut doit être révisé et adapté au nouveau contexte et aux besoins de la Suisse.

### **Votations du 13 juin : les délégués de l'UDC Suisse se prononcent pour la liberté de vote concernant la loi Covid-19**

Extrait du communiqué de presse du 27 mars 2021

Loi Covid-19 : de l'avis de l'UDC, cette loi est totalement surchargée et aborde des thèmes qui n'ont aucun rapport entre eux : d'une part, elle règle les aides économiques prévues pour les salariés et entreprises frappés par les interdictions de travailler décrétées par le gouvernement et, d'autre part, elle délègue d'importantes compétences décisionnelles au Conseil fédéral. La réduction des pouvoirs discrétionnaires du Conseil fédéral justifierait en fait un refus de ce projet. Ce serait également une réponse adéquate à la politique de confinement erronée, arbitraire et nuisible du gouvernement. A l'inverse, cette loi mérite d'être soutenue parce qu'elle constitue la base légale de l'aide économique apportée aux personnes et exploitations souffrant des mesures contre la pandémie. C'est pourquoi les délégués de l'UDC Suisse, tout comme le comité directeur du parti, se sont prononcés pour une liberté de vote.

Loi sur le CO2 : cette loi voulue par la gauche n'apporte strictement rien au climat, mais provoque essentiellement une vaste redistribution d'argent, a noté le conseiller national Christian Imark (SO) lors de l'assemblée des délégués. Les renchérissements qui en découlent ne frappent pas seulement les arts et métiers, mais aussi et surtout les propriétaires de leur logement, les locataires, les automobilistes et les passagers des avions. Les délégués ont suivi cette argumentation et ont décidé à une forte majorité de recommander le rejet de la loi.

Les initiatives sur l'eau potable et les pesticides : ces deux initiatives extrêmes de la gauche détruisent l'agriculture productrice et compromettraient donc gravement notre approvisionnement en denrées alimentaires saines et régionales. Leur acceptation renchérirait en outre sensiblement les aliments suisses et encouragerait l'importation de produits d'origine discutable. Les délégués de l'UDC Suisse s'y sont donc opposés à une forte majorité.

Loi antiterrorisme : terrorisme islamiste ne s'arrête pas aux frontières de la Suisse comme le rappellent douloureusement les attentats commis l'an passé à Morges et Lugano. Or, les autorités judiciaires ont trop souvent les mains liées quand il s'agit de prévenir les crimes de l'islam politique radical. Les délégués approuvent la déclaration du conseiller national Mauro Tuena (ZH) selon laquelle la politique doit empêcher de tels attentats et adoptent à une large majorité le mot d'ordre OUI.

## **Franz Ruppen brillamment élu au gouvernement valaisan**

Extrait du communiqué de presse du 28 mars 2021

C'est avec une joie immense que l'UDC prend acte du retour du parti au gouvernement cantonal valaisan grâce à l'élection du conseiller national Franz Ruppen. « Nous félicitons Franz Ruppen de l'excellent résultat qu'il a obtenu lors de cette élection et nous le remercions de son engagement infatigable dans la campagne électorale », a déclaré Marco Chiesa, président de l'UDC Suisse. L'échec du PDC s'explique sans doute par l'abandon des valeurs fondamentales chrétiennes par ce parti et par sa dérive vers un centre politique désorienté.

## **L'échec face à la pandémie porte un nom : Alain Berset et son OFSP**

Extrait du communiqué de presse du 31 mars 2021

L'actuel régime Covid-19 imposé par la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral coûte aux contribuables 750 millions de francs – par semaine. Bien qu'il fût évident dès le début de la pandémie que des tests et des vaccinations permettraient aux gens de vivre et de travailler librement, le département d'Alain Berset, ministre de la santé, a échoué sur toute la ligne.

### Gestion ratée de la crise :

Selon des articles parus dans la presse, la Protection de la population et la Défense ABC avaient déjà mis en garde fin 2019 contre la pandémie. C'est ce que révèlent des interviews du Center for Security Studies (CSS) de l'EPF de Zurich. Le 30 janvier 2020, l'OMS a incité la Suisse à activer sa gestion de la crise. Le ministre de la santé Berset et son Office fédéral de la santé publique (OFSP) continuaient de dormir tranquillement. L'état-major de crise Covid-19 n'a été constitué que le 20 mars 2020, mais sans que ses interfaces et tâches n'aient été précisées.

### Stratégie de vaccination ratée :

On a de la peine à le croire, mais des pays comme la Serbie, le Maroc et le Chili vaccinent plus rapidement que la Suisse. La stratégie de vaccination du ministre de la santé Berset et de son OFSP est un échec : ses auteurs n'ont pas tenu compte des retards de livraison; le vaccin Astra-Zeneca commandé n'était pas autorisé en Suisse alors que le vaccin Johnson&Johnson, qui est admis en Suisse, n'a pas été commandé.

### Communication chaotique :

Les membres de la task-force se contredisent et contredisent le Conseil fédéral en public. La confusion est complète.



### **L'immigration de masse se poursuit malgré la crise Covid-19**

Extrait du communiqué de presse du 6 avril 2021

La population de la Suisse continue de croître rapidement malgré la crise Covid-19, l'augmentation du taux de mortalité et la baisse de la natalité. La cause : l'immigration sans borne d'étrangers UE et de migrants économiques. Durant cette crise, des individus refusant de s'intégrer et d'autres fainéants continuent de s'installer confortablement en Suisse et profitent de notre luxueux système social pendant que de nombreux nationaux craignent pour leur emploi. Il est donc plus urgent que jamais que la Suisse reprenne le contrôle de l'immigration sur son territoire. Nonobstant les restrictions imposées aux voyageurs, la crise économique et le confinement, 137'400 étrangers ont immigré en Suisse l'an passé. Cette arrivée massive de ressortissants étrangers se poursuit alors qu'il y a moins d'emplois, que le secteur gastronomique est bouclé et que le commerce de détail a dû fermer ses portes pendant des mois.

L'UDC continuera de combattre avec détermination la politique molle des autres partis et de s'engager pour une gestion souveraine de l'immigration – pour le bien de notre pays et de ses habitants.

### **Les conseillers fédéraux PLR commencent à bouger – la pression de l'UDC est efficace**

Extrait du communiqué de presse du 14 avril 2021

Les assouplissements supplémentaires approuvés aujourd'hui par le Conseil fédéral confirment que les deux représentants PLR au Conseil fédéral ont enfin cessé de pactiser avec la gauche hostile à l'économie. La décision prise aujourd'hui par le gouvernement constitue aussi un aveu indirect du ministre de la Santé Alain Berset que la fermeture des terrasses des restaurants dans les stations de ski n'avait aucune base épidémiologique, mais n'était qu'une pure mesure chicanière et un moyen pour

ce Conseiller fédéral socialiste de faire la démonstration de son pouvoir. Les décisions prises aujourd'hui tendent certes dans la bonne direction, mais il ne s'agit que de très petites ouvertures. Compte tenu de la réalité des faits, le Conseil fédéral devrait stopper immédiatement le confinement et lever l'interdiction de travailler dans les secteurs de la gastronomie, de la culture, des sports et des loisirs. En plus de levée immédiate du confinement, l'UDC exige une accélération de la campagne de vaccination et une application rigoureuse du régime des tests. « La fermeture des centres de vaccination pendant les fêtes de Pâques est une négligence que nous n'avons pas les moyens de nous offrir », critique Marco Chiesa.

### **Un enterrement de première classe pour l'accord institutionnel**

Extrait du communiqué de presse du 17 avril 2021

Les négociations entre la Suisse et l'UE sur l'accord-cadre institutionnel entrent dans une phase décisive. Cela fait des années que durent ces discussions et le résultat est toujours aussi catastrophique pour la liberté de notre pays. Il est grand temps de jeter immédiatement et définitivement ce projet d'accord dans la poubelle diplomatique. Compte tenu des derniers développements de ce dossier et des prochaines étapes projetées par le Conseil fédéral, l'UDC formule avec détermination les exigences suivantes :

- le Conseil fédéral doit enfin clarifier la situation face à l'UE et rompre les négociations sur l'accord-cadre institutionnel.
- l'UDC salue la rencontre entre Guy Parmelin, président de la Confédération, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, mais à la condition que le Conseil fédéral in corpore donne au président de la Confédération le mandat clair et net d'enterrer définitivement cet accord.
- pour éviter que la Suisse ne s'incline une fois de plus devant l'UE, le Conseil fédéral doit prendre la décision ferme de ne pas ouvrir de nouvelles négociations sur un accord institutionnel de quelle que nature qu'il soit.
- une révision de l'accord de libre-échange de 1972, qui règle les relations commerciales entre la Suisse et l'UE et accorde aux deux partenaires le libre accès aux marchés, n'est pas un sujet de discussion.
- le Conseil fédéral ne doit pas non plus s'engager à faire de nouveaux cadeaux de plusieurs milliards de francs à l'UE. Les versements actuels d'un montant de 1,3 milliard de francs pour la cohésion de l'UE sont en effet bloqués en raison de la mesure punitive unilatérale prise par Bruxelles contre la Suisse (équivalence boursière).
- l'UDC se prononce clairement en faveur de relations bilatérales avec l'UE, mais ces relations doivent se dérouler entre partenaires égaux en droits, donc n'imposer à la Suisse ni la reprise automatique du droit européen, ni sa soumission à la Cour de justice de l'Union Européenne.

## **Le Conseil fédéral reporte sa responsabilité sur la population et refuse le retour à la normalité des personnes vaccinées, testées et guéries**

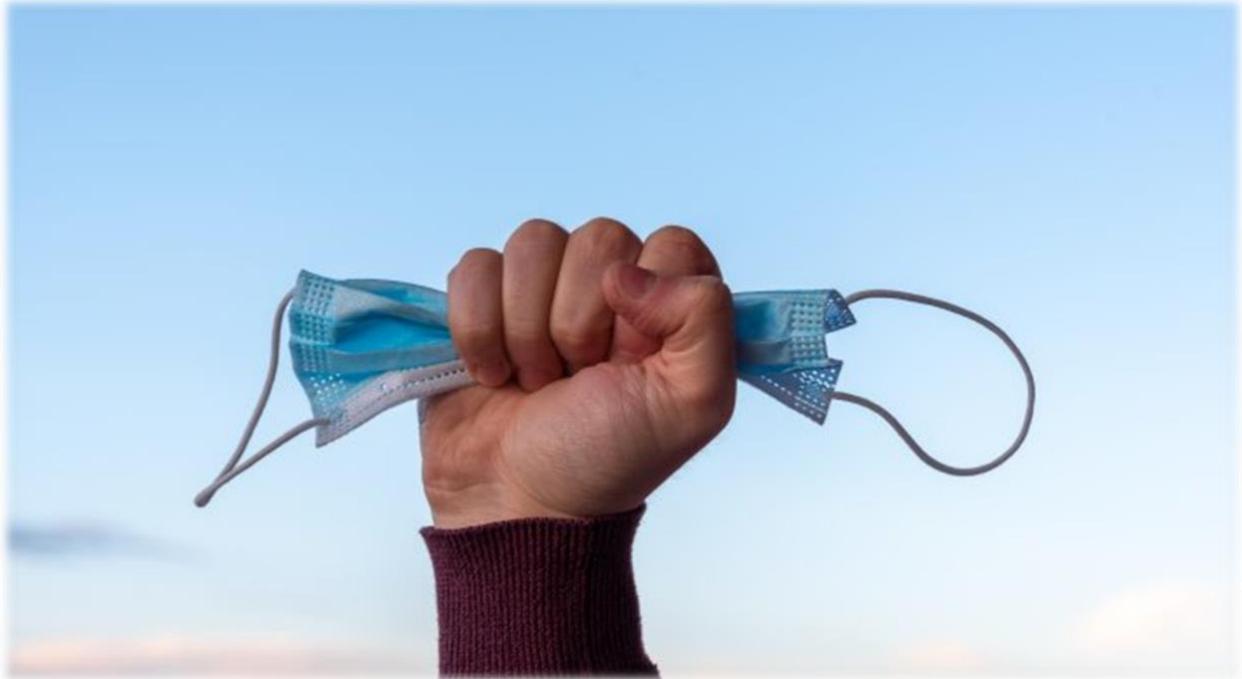
Extrait du communiqué de presse du 21 avril 2021

Les scénarios catastrophes, que les responsables de la taskforce et de l'OFSP avaient prédits il y a un mois environ, ne se sont pas réalisés. Les hôpitaux ne sont pas surchargés. Pour le mois de février dernier, l'Office fédéral de la statistique a même noté un taux de mortalité inférieur à la moyenne et le nombre de personnes guéries et vaccinées ne cesse de croître. Néanmoins, le Conseil fédéral exclut catégoriquement toute mesure d'ouverture supplémentaire avant la fin mai. Il refuse même un retour à la normalité aux personnes pour lesquelles le virus n'est plus dangereux ou qui peuvent faire la preuve de leur bon état de santé, c'est-à-dire concrètement les personnes vaccinées ou guéries et celles présentant un test négatif. Au lieu d'indiquer une voie de sortie de la pandémie, le Conseil fédéral préfère multiplier les prétextes pour maintenir les fermetures. Désormais il ose même reporter sa responsabilité sur la population. Or, le principal problème n'est pas, comme le prétend le Conseil fédéral, le manque de « propension à se faire vacciner », mais la longue série d'échecs de l'OFSP, dont Alain Berset est responsable, dans l'acquisition et la distribution de doses de vaccin.

## **Accord-cadre institutionnel : empêcher la Suisse de ramper sur les genoux jusqu'à Bruxelles**

Extrait du communiqué de presse du 28 avril 2021

La bonne nouvelle pour commencer : le président de la Confédération Guy Parmelin a fait tout juste vendredi dernier lors de sa rencontre avec Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Il est resté ferme et a clairement présenté les positions suisses dans ces négociations. Néanmoins la plus extrême vigilance s'impose. Portant gravement atteinte à la démocratie directe et à la souveraineté nationale, le nuisible accord-cadre institutionnel est loin d'être enterré. C'est avec consternation et colère que l'UDC prend acte des concessions que la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral et du Parlement est prête à faire à l'UE.



### **L'UDC réclame la levée immédiate de la « situation particulière »**

Extrait du communiqué de presse du 3 mai 2021

Le groupe parlementaire fédéral de l'UDC s'est réuni aujourd'hui pour préparer la session spéciale en cours. Il a pris les décisions suivantes :

- la « situation particulière » selon la loi sur les épidémies (LEp) doit être immédiatement levée. Selon la LEp, une « situation particulière » est donnée quand les organes d'exécution normaux ne sont plus à même de prévenir et de combattre l'éclatement et la propagation de maladies transmissibles. Compte tenu du fait que la population suisse vit depuis plus de 12 mois avec le nouveau coronavirus, les conditions justifiant une « situation particulière » ne sont plus réunies.
- le groupe UDC se prononce en faveur de la loi sur les profils d'ADN, donc de ladite phénotypisation. Ce procédé peut notamment faciliter les enquêtes policières.
- le groupe UDC approuve la modification de la loi sur l'asile en vertu de laquelle l'obligation des requérants d'asile de participer à la détermination de leur identité peut être élargie. A l'avenir, les autorités de migration pourront vérifier et analyser les téléphones mobiles, les ordinateurs et les tablettes de ces personnes.
- le groupe UDC se prononce en outre pour la protection de la production sucrière suisse contre le sucre importé de l'UE à des prix de dumping.
- le peuple suisse doit absolument se prononcer sur des traités internationaux de grande portée. Le groupe UDC se prononce donc en faveur d'une modification dans ce sens de la Constitution fédérale. Selon le nouvel article, les traités internationaux sont soumis au référendum obligatoire s'ils

contiennent des dispositions ayant rang constitutionnel ou si leur application exige une modification de la Constitution fédérale.

### **Succès partiel de l'UDC à la commission de l'économie**

Extrait du communiqué de presse du 18 mai 2021

Cela fait des mois que les indicateurs de la pandémie de Covid-19 évoluent dans une seule direction : à la baisse. Néanmoins, le Conseil fédéral refusait jusqu'ici à la population et aux entreprises le retour à la normalité. Grâce à l'engagement de l'UDC, quelques petits assouplissements ont tout de même été imposés. Les représentants de l'UDC à la commission de l'économie du Conseil national viennent d'obtenir des succès partiels supplémentaires.

### **Redonner la priorité à la responsabilité individuelle**

Extrait du communiqué de presse du 25 mai 2021

Compte tenu de la baisse constante depuis des mois des indicateurs Covid-19 et du grand nombre de personnes vaccinées et guéries, l'UDC invite la majorité de centregauche du Conseil fédéral à revenir enfin à la normalité. Les prochaines étapes d'ouverture proposées par le gouvernement sont trop timides, car elles ne prennent pas suffisamment en considération le bien-être de la société et la réalité économique des entreprises.

### **Une victoire pour l'autodétermination et la démocratie directe de la Suisse**

Extrait du communiqué de presse du 26 mai 2021

« Grâce au long et inlassable engagement de l'UDC, l'accord institutionnel avec l'UE a été définitivement enterré aujourd'hui », a déclaré Marco Chiesa, président de l'UDC Suisse. La Suisse conserve ainsi son indépendance et son autodétermination. Et, surtout, le peuple suisse reste le législateur suprême de son pays et ne doit pas céder cette place à l'UE. « La démocratie directe et, partant, le peuple suisse sont les grands vainqueurs de ce jour », s'est félicité Marco Chiesa.

Il faudra cependant rester vigilant et continuer de veiller à ce que le Conseil fédéral ne répète pas les mêmes erreurs qu'il a commises lors des négociations sur cet accord-cadre mal emmanché. Le principe suivant ne sera jamais négociable : il est hors de question que la Suisse signe un accord qui la soumet au droit et aux juges de l'UE.

**L'UDC intervient contre les écolo-gauchistes de la chaîne de télévision SRF**

Extrait du communiqué de presse du 2 juin 2021

La télévision alémanique SRF dépasse les bornes. Financée par des redevances obligatoires, cette télévision d'Etat est en passe de devenir une ONG écolo-gauchiste télévisuelle. Ses comptes rendus sont tendancieux et contreviennent régulièrement au devoir d'impartialité journalistique. L'émission « Der Club » a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. L'UDC Suisse a donc décidé de déposer plainte contre cette émission. De plus, elle agira au niveau politique contre la télévision alémanique SRF.

**L'UDC s'oppose avec détermination au paiement d'une prime d'entrée sur le marché européen**

Extrait du communiqué de presse du 4 juin 2021

Après l'échec définitif de l'accord-cadre, le Conseil fédéral cherche manifestement à apaiser l'UE en transformant ledit milliard pour la cohésion, une contribution jusqu'ici facultative, en une prime régulière et obligatoire d'accès au marché. Ce procédé est inacceptable aux yeux de l'UDC : d'une part, aucun pays au monde ne paie une prime pour accéder à un marché, d'autre part, des paiements obligatoires de ce type pourraient rapidement faire école et inciter d'autres pays à réclamer également des primes pour que la Suisse puisse y exporter ses produits. Qui plus est, l'industrie d'exportation de la Suisse n'a absolument pas besoin d'une telle intervention : l'étranger achète des produits suisses en raison de leur qualité exceptionnelle et non pas parce que la Suisse paie pour cela.

**Un vote pour une politique énergétique raisonnable**

Extrait du communiqué de presse du 13 juin 2021

L'échec de la loi sur la CO2 voulue par la gauche est aussi le fruit du combat que l'UDC mène inlassablement depuis de nombreuses années pour une politique énergétique raisonnable. Ce résultat amorce enfin un tournant qui mènera notre pays vers des solutions efficaces et raisonnables et l'éloignera de la politique symbolique onéreuse et idéologique de la gauche et des écologistes. Autre résultat positif de ce dimanche de votation : malgré leurs titres trompeurs, les deux initiatives agricoles extrêmes ont été clairement rejetées par le souverain. Ce « non » est un « oui » à l'agriculture suisse. Ainsi, l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires locales, régionales et de qualité élevée reste assuré. Le succès de la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT) donne aux autorités les moyens d'empêcher des extrémistes à motivation islamiste de perpétrer des actes de violence et terroristes. Mais cela ne suffit pas : la Suisse a aussi besoin d'une politique d'asile et de migration plus rigoureuse ainsi que d'autres mesures comme une loi sur l'islam. Le Conseil fédéral aurait tort de considérer l'approbation de la loi Covid-19 comme une carte blanche lui permettant de poursuivre sa politique sanitaire disproportionnée, chaotique et contradictoire. Le résultat de ce vote exprime surtout la volonté du peuple de voir l'Etat réparer les dommages économiques provoqués par ses mesures excessives. Le Conseil fédéral doit immédiatement lever toutes les restrictions et redonner la liberté complète aux citoyennes et citoyens. L'UDC exige le retour immédiat à la normalité !

## **L'UDC soutient la promotion des installations hydroélectriques et de biogaz**

Extrait du communiqué de presse du 16 juin 2021

Aux yeux de l'UDC, le plus grand défi de la future politique énergétique et climatique est de créer des conditions-cadres qui garantissent la sécurité de l'approvisionnement en électricité pour les ménages à moyen et long terme. À cet égard, il est particulièrement important d'investir dans des sources d'électricité disponibles toute l'année, telles que les centrales hydroélectriques et de biogaz ou les centrales solaires de haute montagne. La modification de la loi adoptée par le Conseil national sur la proposition de l'UDC permet la promotion de ces énergies sur la base existante des 2,3 centimes par kilowattheure. Parallèlement, des projets tels que l'énergie solaire ou éolienne, qui étaient jusqu'ici soutenus par la rétribution à prix coûtant du courant injecté, peuvent désormais également être soutenus par des investissements.

## **L'UDC soutient la défense nationale**

Extrait du communiqué de presse du 30 juin 2021

En septembre 2020, le peuple suisse a accepté l'achat de nouveaux avions de combat et a de ce fait dit oui à la défense nationale. L'UDC soutient la mission de l'armée suisse et l'acquisition de nouveaux avions de combat. En effet, ces derniers sont essentiels à une protection réelle du peuple suisse contre les menaces aériennes et le terrorisme. L'UDC est consternée par le fait que la gauche écologiste résiste et qu'elle ne respecte pas, une fois encore, une décision démocratique pour la seule raison qu'elle n'est pas du même avis. De son côté, le parti socialiste, pourtant représenté au Conseil fédéral, ne soutient pas la défense nationale et, partant, la protection du peuple suisse contre les menaces militaires et terroristes. Cette position est également incompréhensible.



**Alain Berset contraint les cantons : non à une vaccination obligatoire par la petite porte**

Extrait du communiqué de presse du 7 juillet 2021

Le Conseiller fédéral Alain Berset menace sans gêne les cantons si ces derniers refusaient d'effectuer des tests Covid réguliers dans les écoles au retour des vacances d'été. La Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique s'oppose à juste titre à cette intolérable ingérence. La situation juridique est en effet parfaitement claire : la mise en place de régimes de tests est de la compétence des cantons, qui sont d'ailleurs souverains dans le domaine scolaire. Des solutions cantonales sont de toute manière plus utiles, car elles permettent de réagir de manière appropriée et efficace. Une attitude royaliste n'est pas constructive. L'UDC soutient donc le directeur de l'instruction publique du canton de St-Gall, Stefan Kölliker, qui s'oppose au Diktat d'Alain Berset.





### **L'UDC ne laissera pas la gauche caviar détruire la place industrielle suisse**

Extrait du communiqué de presse du 3 août 2021

L'UDC présente ses idées et ses exigences en matière de politique économique lors d'une conférence de presse combinée avec une visite de l'entreprise Ernst Fischer SA. Cette conférence est animée par la conseillère nationale et cheffe d'entreprise Diana Gutjahr. L'objectif est de relancer l'économie suisse et de renforcer sa place économique dans le monde. Une économie forte constitue la base de notre prospérité. Mais il y a des risques qui nous guettent : les interférences massives et l'obstination réglementaire antilibérale de la gauche caviar pour s'approprier la richesse de notre pays au détriment de sa prospérité économique. La gauche caviar des grandes villes utilise le prétexte de l'écologie pour une large redistribution de l'argent du peuple à des fins électorales. Le Conseiller national et président du groupe, Thomas Aeschi, explique : « L'UDC est choquée que les socialistes, dans leur aveuglement idéologique, ne reconnaissent plus le lien entre une économie prospère, des emplois sûrs et le bien-être de notre pays en lançant urbi et orbi des attaques contre l'industrie de notre pays. »

Forte de sa longue expérience en tant qu'entrepreneuse internationale, la Conseillère nationale Magdalena Martullo-Blocher souligne l'importance de bonnes relations économiques mondiales : « La Suisse est traditionnellement l'une des économies les plus ouvertes sur le monde et les plus interconnectées ; notre pays doit continuer à entretenir de bonnes relations avec le monde entier ». Sur cette base, les accords de libre-échange existants seront garantis et renforcés et de nouveaux accords seront conclus.

Le Conseiller national Michaël Buffat souligne que « l'UDC ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants, mais un paysage intact, des prestations sociales sécurisées, une infrastructure de transport fonctionnelle, une distribution fiable de l'énergie et des aliments, moins de migrants économiques, en bref une Suisse digne d'être vécue et sûre. Le marché du travail ne s'autorégule manifestement pas lorsqu'en 2020, année de crise, avec près d'un million d'habitants au chômage partiel et une forte

augmentation du chômage proprement dit, l'immigration de masse a en fait même augmenté par rapport à 2019", a déclaré Monsieur Buffat.

Pour la conseillère nationale Diana Gutjahr, le programme de dynamisation de l'économie est axé sur une déréglementation à l'intérieur du pays : « Le marché du travail suisse, relativement libéral, est menacé. Il faut plus de flexibilité. » La croissance de l'État et le développement constant des prestations sociales doivent être stoppés. La formation des jeunes doit être davantage adaptée aux besoins de l'économie. « Au lieu de surcharger la caisse de chômage avec des étrangers issus de l'UE, la Suisse doit veiller à ce que l'attractivité de la formation professionnelle soit maintenue grâce à de bonnes places d'apprentissage et d'entreprises formatrices dignes de ce nom. Enfin, les profils professionnels doivent être adaptés aux exigences actuelles », a déclaré Mme Gutjahr.

### **Le Conseiller fédéral Berset ne tient pas sa parole**

Extrait du communiqué de presse du 11 août 2021

Ce 11 août, le Conseil fédéral aurait dû annoncer le passage à la phase dite de normalisation. Comme l'a annoncé aujourd'hui le Conseiller fédéral Alain Berset, cette date est reportée. Il faut mettre un terme à cette inacceptable manœuvre dilatoire. L'UDC demande la levée de toutes les mesures COVID. La question des tests payés ou non-payés est alors superflue, puisque que tous ceux qui voulaient se faire vacciner ont été vaccinés entre-temps. De même, le nombre d'hospitalisations et de patients en soins intensifs COVID est depuis longtemps à un niveau en nette baisse.

### Paiement d'un tribut à Bruxelles

Le Conseil fédéral demande que le Parlement débloque le versement de 1,3 milliard de francs de cohésion à l'UE. L'objectif est de transformer la contribution volontaire de la cohésion en une prime d'entrée obligatoire. Ce serait un signal fatal – et une invitation à d'autres États et organisations. En outre, en 2019, le Parlement a clairement indiqué que les milliards de cohésion ne seraient pas déclenchés tant que l'UE adopterait unilatéralement des mesures discriminatoires à l'encontre de la Suisse.

### **Changement de pouvoir en Afghanistan : que doit faire la Suisse ?**

Extrait du communiqué de presse du 17 août 2021

L'Afghanistan est un foyer de conflit depuis des décennies. Le Conseil fédéral ne doit en aucun cas se laisser entraîner dans ce conflit. Qu'il garde une stricte neutralité. Ce n'est qu'en faisant preuve de retenue en politique extérieure que la Suisse pourra servir de médiateur et rendre de bons offices à tous. L'asile ne doit être obtenu que pour les réfugiés menacés de mort. Il est préférable d'apporter de l'aide sur le terrain et dans les pays voisins. À l'heure actuelle, la situation en Afghanistan n'est pas claire. Il faut attendre de voir comment se déroule le changement de pouvoir et ce qui résultera des négociations internationales. Ce que l'UDC rejette catégoriquement, ce sont les réfugiés contingentaires. Ce serait une invitation pour des centaines de milliers d'Afghans à venir en Europe et donc en Suisse. Nous sommes également opposés à l'asile à la carte, notamment que les réfugiés afghans arrivent en Suisse via plusieurs pays tiers sûrs afin d'obtenir de meilleures prestations sociales. Il s'agit également de la sécurité de la population suisse : des flux d'asile incontrôlés inciteront également des islamistes, des auteurs de violences et des personnes impossibles à intégrer d'entrer en Suisse.

## **Grand soutien au référendum sur la loi COVID-19**

Extrait du communiqué de presse du 21 août 2021

Aujourd'hui, par un temps estival, 300 délégués et invités de l'UDC Suisse se sont réunis pour l'assemblée du parti à Granges-Paccot (FR). Ils ont suivi la recommandation du comité du parti et ont décidé un triple NON :

- NON à la loi Covid-19: Grâce aux aides d'urgence, l'économie n'a pas été complètement arrêtée et la marge de manœuvre financière nécessaire a été rétablie, de sorte que le Conseil fédéral doit mettre fin à cette situation particulière et retirer ses pouvoirs.
- NON à l'initiative à 99%: L'assemblée des délégués rejette l'initiative à l'unanimité, car nos PME disposeraient de beaucoup moins de ressources pour encourager l'innovation ou la création de nouveaux emplois. L'incitation à l'activité entrepreneuriale s'en trouverait clairement réduite.
- NON au « Mariage pour tous »: « Le mariage pour tous condamne les enfants à grandir sans père pour se conformer au rêve d'épanouissement personnel de certains adultes », a déclaré le conseiller national Yves Nidegger (GE). La majorité de l'assemblée des délégués a approuvé son argumentation.

## **Pas de tests et de contrôles à la frontière mais harceler les entreprises et la population en Suisse?**

Extrait du communiqué de presse du 25 août 2021

Ce printemps, le Conseiller fédéral Alain Berset avait promis que le certificat Covid serait abandonnée à la fin de l'été. Aujourd'hui, non seulement le ministre de la Santé socialiste rompt sa promesse, mais il veut également étendre l'obligation du certificat. L'UDC s'oppose fermement à la vaccination forcée pour pouvoir aller au restaurants. Avec l'extension prévue du certificat, le Conseil fédéral ne fait que détourner l'attention sur son propre échec : l'augmentation des chiffres est principalement liée aux nombreux rapatriés infectés. 40% des hospitalisés actuels ont été infectés à l'étranger, dont beaucoup dans les Balkans. On sait depuis longtemps que les unités de soins intensifs sont occupées au-dessus de la moyenne par des personnes issues de l'immigration, ce qui a été passé sous silence par une fausse appréciation politiquement correcte. Comme le Conseil fédéral n'ose pas contrôler les gens qui reviennent par esprit politiquement correct, il veut maintenant infliger des durcissements à la population et aux entreprises suisses. L'UDC dit clairement non.

La politique COVID menée par la majorité du Conseil fédéral génère une dette publique sans précédent. 25 milliards de francs de dette supplémentaire ! L'UDC soutient la proposition de réduction de la dette présentée par le ministre des finances Ueli Maurer et note qu'il ne faut pas toucher au succès du frein à l'endettement.

## **L'UDC demande une augmentation des lits en soins intensifs**

Extrait du communiqué de presse du 31 août 2021

Une extension de l'obligation du certificat Covid équivaut à une vaccination obligatoire. En outre, le secteur de la restauration, déjà malmené, serait une nouvelle fois durement touché. La conséquence serait à nouveau des coûts se chiffrant en milliards pour les aides financières et une extension du chômage. Du point de vue de l'UDC, la vaccination doit rester volontaire. Si le gouvernement veut convaincre davantage de personnes de se faire vacciner, il ne doit pas exercer de pression mais améliorer l'offre. Par exemple, en créant des sites de vaccination décentralisés. Les centres de vaccination dans les villes ne sont conçus que pour répondre aux besoins de la population urbaine.

Compte tenu des chiffres actuels d'hospitalisation et de la mortalité globale beaucoup plus faible, l'extension de l'obligation du certificat serait purement alarmiste. Pour éviter une surcharge de la santé publique, il est plus efficace et, en fin de compte, plus avantageux de porter le nombre de lits de soins intensifs à 1200 ou 1300. L'UDC attend également du Conseil fédéral qu'il prenne des mesures aux frontières en vue des vacances d'automne, afin que les voyageurs infectés de retour au pays ne puissent pas introduire le virus aussi librement que l'été dernier et cet été.

## **SEPTEMBRE**



## **La Suisse ne doit pas accueillir de clandestins, d'islamistes et de délinquants afghans**

Extrait du communiqué de presse du 3 septembre 2021

En vue de la session d'automne des Chambres fédérales, le groupe parlementaire de l'UDC s'est réuni à Wetzikon (ZH) et a pris les décisions suivantes :

- Compte tenu des milliers d'Afghans que les pays de l'OTAN « parquent » actuellement en Allemagne et dans les Etats des Balkans, le risque de fuites incontrôlées des délinquants et des islamistes augmente. Pour ces raisons, le groupe UDC appelle à un débat urgent sur la menace d'une vague de réfugiés afghans vers la Suisse.
- Le groupe UDC exige que les demandeurs d'asile, à l'instar du modèle danois, attendent désormais la décision en matière d'asile dans un pays tiers sûr, si possible à proximité de leur pays d'origine. En outre, les demandeurs d'asile en Suisse ne bénéficieront du droit à un avocat gratuit que pour la première phase de la procédure.
- Le pacte des migrations de l'ONU est fermement rejeté par le groupe UDC. Toutefois, le groupe soutient la demande de sursis du Conseil des Etats qui veut d'abord attendre les résultats de la sous-commission « Soft Law ».
- Dans la gestion de la pandémie Covid-19, le groupe UDC renouvelle sa demande au Conseil fédéral afin de lever la situation particulière.

### **Les opposants au test Covid qui sont expulsés de notre pays ne doivent pas pouvoir se soustraire à l'expulsion**

Extrait du communiqué de presse du 4 septembre 2021

Lors de sa séance à Wetzikon (ZH), le groupe parlementaire de l'UDC s'est prononcé à l'unanimité en faveur d'une adaptation de la loi fédérale sur les étrangers et sur l'intégration. Concrètement, il s'agit de créer une base juridique pour l'exécution forcée de tests Covid-19 sur les étrangers lorsque cela est nécessaire à l'exécution du renvoi ou de l'expulsion du pays. Cette modification de la législation est urgente parce que de plus en plus de demandeurs d'asile refoulés ou d'étrangers soumis à l'obligation de quitter le pays s'opposent à leur rapatriement en refusant un test Covid, sachant qu'ils ne seront pas autorisés à entrer dans leur pays d'origine sans être testés.

En ce qui concerne PostFinance, le groupe de l'UDC s'est prononcé à l'unanimité pour que celle-ci ne puisse entrer dans les activités de crédit et d'hypothèques qu'après une privatisation. Le groupe UDC rejette la proposition du Conseil fédéral de lever immédiatement l'interdiction des prêts hypothécaires et de crédit et de privatiser ensuite progressivement PostFinance.

### **Certificat obligatoire : le PS, le PLR et le Centre divisent la population**

Extrait du communiqué de presse du 8 septembre 2021

Aux yeux de l'UDC, le fait qu'il ne soit possible d'aller au restaurant, au café ou au fitness qu'avec un certificat Covid à partir de lundi est inacceptable. Il est tout à fait arbitraire que les transports publics soient une fois de plus exemptés de mesures, ce d'autant plus lorsque les trains et les bus sont pleins, en particulier dans les espaces urbains. Il est tout aussi absurde que l'administration fédérale et les parlementaires soient exclus de l'obligation de présenter un certificat : il s'agit de privilèges par rapport au reste de la population, à l'image de ce qui a existé dans les monarchies. Il est tout à fait incompréhensible qu'un certificat ne soit pas nécessaire pour les

visites dans les établissements médicaux sociaux. Le Conseil fédéral préfère à nouveau entraver toute la population plutôt que protéger les plus vulnérables.

Pour l'UDC, il est absolument hors de question que les employeurs puissent désormais en toute légalité violer la sphère privée de leurs employés et demander leur statut vaccinal. Cela ouvre la porte aux abus et à la discrimination. Il est désormais démontré que les syndicats et la gauche ne s'engagent – depuis longtemps déjà – plus pour les intérêts du peuple qui travaille.

### **L'UDC combat la politique nuisible et pique-assiette des villes de gauche rose-verte**

Extrait du communiqué de presse du 9 septembre 2021

L'UDC s'attaque au problème de la politique pique-assiette des villes de gauche. Le président du parti, Marco Chiesa, précise que l'action de l'UDC n'est pas dirigée contre les villes en soi, mais contre les politiques nuisibles de leurs gouvernements roses-verts. « L'UDC combat l'arrogance de la gauche, la mauvaise gestion et le gaspillage inadmissible de l'argent des contribuables », souligne M. Chiesa.

Le conseiller national Thomas Matter (ZH) a présenté le nouveau document stratégique de l'UDC « La politique pique-assiette des villes écolo-socialistes ». Le fossé entre les villes et les campagnes est une constante dans l'histoire suisse, mais cette dernière possède aujourd'hui un gros potentiel de conflits. A l'aide d'exemples et de chiffres concrets provenant des grandes villes de gauche que sont Zurich et Winterthur, Thomas Matter a démontré l'ampleur de la redistribution qui part des agglomérations et des campagnes pour alimenter les villes.

Le conseiller national Erich Hess (BE) a mis en lumière la situation désolante du canton de Berne. A Bienne, les coûts de l'aide sociale absorbent 80% des recettes fiscales ! « Une telle situation conduit la ville au bord de la faillite et, normalement, elle devrait entreprendre des réformes », a déclaré M. Hess. Ce n'est toutefois pas le cas à Bienne : en raison de la péréquation cantonale, les agglomérations périurbaines et les communes rurales – qui gèrent proprement leur argent – doivent payer pour le laisser-faire de la ville de Bienne, gouvernée par les écolo-socialistes.

Lucie Rochat, présidente des Femmes UDC romandes, s'est faite la porte-parole de la population périurbaine et rurale du canton de Vaud. À l'aide de l'exemple de la ville de Lausanne, elle a démontré comment les villes de gauche rose-verte profitent financièrement de l'agglomération et de la campagne environnantes et, en retour, comment elles les « discriminent et les terrorisent », par exemple avec une politique de circulation anti-voiture.

### **L'UDC réclame une redéfinition fondamentale de la notion d'asile**

Extrait du communiqué de presse du 21 septembre 2021

Face à la menace d'une vague d'immigrants venus d'Afghanistan, le groupe parlementaire UDC a demandé un débat urgent sur l'asile et l'immigration lors de la présente session d'automne. En vue de ce débat, qui aura lieu la semaine prochaine, l'UDC a déposé deux interpellations urgentes. Elle veut notamment savoir si le Conseil fédéral est prêt à modifier le droit d'asile suisse pour qu'il soit uniquement axé sur les crises dans les pays voisins.

## **Le peuple suisse rejette clairement la politique anti-économique de la gauche rose-verte**

Extrait du communiqué de presse du 26 septembre 2021

L'UDC est satisfaite par le « NON » clair à l'initiative 99% de l'extrême gauche. L'électorat suisse a prouvé une fois de plus que de telles initiatives extrêmes, anti-économiques et anti-emplois n'ont aucune chance dans notre pays. Le pourcentage élevé de NON est un signal clair à l'endroit de la gauche rose-verte, qui ne cesse de proposer des idées radicales qui mettent en danger la place économique et la prospérité de la Suisse.

L'UDC regrette l'acceptation du « mariage pour tous », notamment du point de vue de l'intérêt supérieur de l'enfant. Les partisans – y compris le nouveau parti Le Centre, qui s'est récemment distancé de ses valeurs chrétiennes en supprimant le « C » de son nom – ont réussi à créer la fausse impression que ce projet ne concerne que la question de savoir qui est autorisé à aimer qui en Suisse, alors que cette question ne fait plus débat depuis longtemps dans notre pays. Le problème réside plutôt dans le fait que la loi porte atteinte aux droits des enfants et à l'intérêt supérieur de l'enfant dans son ensemble. Le don de sperme pour les couples de lesbiennes place l'égoïsme de l'épanouissement homosexuel au-dessus du bien-être et du besoin naturel des enfants de grandir avec une mère et un père et de connaître leur père. Le terme « père » est remplacé par « autre parent ».

## **Malgré le NON clair du peuple à la loi sur le CO2, le PS, les Verts, les Vert'libéraux, le Centre et le PLR votent pour une augmentation du prix de l'essence !**

Extrait du communiqué de presse du 29 septembre 2021

Le 13 juin 2021, la majorité des Suissesses et des Suisses a clairement voté contre la hausse du prix des carburants en disant NON à la loi sur le CO2. Cependant, la majorité de centre-gauche du Parlement ignore une fois encore la volonté populaire en faisant fi du résultat de la votation. Lors de la session d'automne, le PS, les Verts, les Vert'libéraux, le PLR et le Centre ont décidé de prolonger l'actuelle loi sur le CO2 avec une période de transition. Concrètement, cela signifie que l'essence et le diesel seront plus chers de 3,5 centimes par litre, ce qui est ni plus ni moins qu'un impôt supplémentaire de plus de 200 millions de francs par an, extorqué par la gauche rose-verte des poches des contribuables.

## **Les girouettes du PLR et du Centre offrent 1,3 milliard d'argent public à l'Union européenne**

Extrait du communiqué de presse du 30 septembre 2021

Avant les élections fédérales, en été 2019, le PLR et le Centre ont refusé le versement du prétendu « milliard de cohésion » à l'UE (il s'agit précisément d'un montant de 1'300'000'000.- Fr). En effet, à ce moment-là, l'UE avait entrepris une démarche discriminatoire à l'égard de la Suisse en lui refusant l'équivalence boursière. Depuis, rien n'a changé du côté de l'Union, mais l'avis des parlementaires fédéraux du PLR et du Centre a changé. Aujourd'hui, ils ont non seulement décidé d'offrir ces 1,3 milliard de francs à l'UE sans aucune contrepartie mais ils font également preuve d'une extraordinaire couardise en refusant de soumettre cette décision au verdict du peuple. Cette couardise est la seule explication au rejet de l'amendement de l'UDC

de soumettre cette décision du Parlement à un référendum facultatif. Pour l'UDC, ces 1,3 milliard de francs d'argent public doivent bénéficier à la population suisse, par exemple pour renforcer notre tissu social, au lieu d'être gaspillés dans d'opaques projets européens.

**NON à la loi Covid-19, NON à la division de la société**

Extrait du communiqué de presse du 15 octobre 2021

L'UDC lance conjointement avec sa section jeunes sa campagne contre le durcissement de la loi Covid-19. Lors de la conférence de presse du parti à Berne, le président du parti Marco Chiesa a appelé le peuple suisse à dire NON à la discrimination et à l'arbitraire le 28 novembre. Le président des Jeunes UDC, David Trachsel, a pris la parole avec véhémence au nom des jeunes, qui depuis le début de la pandémie ont été contraints à de nombreux sacrifices par solidarité avec leurs aînés et qui aujourd'hui se retrouvent de fait face à une vaccination forcée. La conseillère nationale Martina Bircher a émis une mise en garde contre la loi qui, si elle est acceptée dans les urnes, empêchera toute levée de l'obligation du certificat Covid. Son collègue, le conseiller national Jean-Luc Addor, a quant à lui exprimé son opposition à la condescendance de l'Etat et à la division de la société.



**La violence à l'égard des femmes a une définition : les immigrés non-intégrés, notamment ceux issus de la culture islamique**

Extrait du communiqué de presse du 21 octobre 2021

La violence domestique est une triste réalité quotidienne dans notre pays. A elle seule, la police cantonale de Zürich est appelée 18 fois par jour pour de telles violences. Dans certains cas, des femmes y laissent leur vie. Depuis janvier 21 femmes sont mortes en Suisse.

Les statistiques nous montrent également qu'il s'agit d'une violence principalement importée. En effet, dans la majorité des cas, les auteurs sont des immigrés. Plus de la moitié des homicides commis en 2021 sont le fait d'étrangers, souvent des hommes non-intégrés originaires de Turquie, des Balkans, de pays Arabes ou Africains, bref, de pays où les femmes n'ont que peu ou pas de droits. Comme l'UDC l'a déjà évoqué lors de sa prise de position en 2019 : « le crime a un nom :

immigration de masse », la majorité des infractions sexuelles graves sont commises par des immigrés non-intégrés. Dans nombre de cas, les auteurs sont déjà connus depuis un certain temps par la police pour des menaces et de violences.

Il est sidérant de constater que la gauche rose-verte élude sciemment ces corrélations pour des raisons idéologiques. De tous les partis politiques, le fait que le PS en particulier, qui prétend être précurseur en matière de lutte pour les droits des femmes, ferme volontairement les yeux sur cet état de faits est non seulement absurde mais également dangereux. Au lieu de parler franchement et d'appeler un chat « un chat » en vue d'expulser les étrangers non-intégrés criminels, la gauche rose-verte protège ces criminels. Elle préfère la création de plus de refuges pour les femmes, parler de « masculinité toxique » et cataloguer l'ensemble de la gent masculine sous l'étiquette « suspect ». Toutes les personnes qui dénoncent ces effets pourtant réels liés à l'immigration de masse est accusée de racisme.

### **L'UDC Suisse s'engage dans un combat contre la politique néfaste des villes de gauche rose-verte**

Extrait du communiqué de presse du 22 octobre 2021

Le bilan actuel des conflits ville-campagne est alarmant : les villes dirigées par la gauche rose-verte profitent massivement des contributions financières de la population rurale, des agglomérations et des entreprises par différends biais. Avec l'argent des autres, la gauche caviar et les écologistes moralisateurs financent une série de privilèges explicitement clientéliste. Le copinage enrobé d'une outrageante attitude de « libre-service » au sein des élites bureaucratiques est désormais la norme. L'Etat débourse davantage pour offrir des prestations aux habitants des villes que ne couvrent les montants de l'impôt des citoyens. Parallèlement, leur politique se radicalise toujours plus, restreignant grandement les libertés individuelles et déresponsabilisant davantage les citoyens. Pour l'UDC, il est temps de mettre un terme à cette situation. Afin de limiter l'influence néfaste des villes de gauche rose-verte sur la politique libérale de notre pays, l'UDC Suisse propose à ses sections cantonales diverses mesures telles que la clarification des coûts réels et des montants d'impôts entre citoyens et populations rurales ou encore la réévaluation de l'attribution du nombre de sièges au Conseil national en se basant non pas sur la population résidente totale (comme c'est le cas aujourd'hui) mais uniquement sur le nombre de citoyennes et les citoyens suisses. Une résolution en ce sens a été adoptée par le comité de parti et sera proposée aux délégués demain.

### **Approvisionnement énergétique : Madame la Conseillère fédérale Sommaruga, faites votre boulot !**

Extrait du communiqué de presse du 23 octobre 2021

Les délégués ont également dit oui à une très large majorité à la résolution du parti contre la politique nuisible des centres urbains gouvernés par la gauche rose-verte. A travers ce texte, l'UDC combat les privilèges de la gauche caviar et des écomoralisateurs, dont les circonscriptions perçoivent davantage de ressources de l'Etat qu'ils n'en fournissent par l'impôt.

Les risques contre lesquels l'UDC a pourtant mis en garde depuis longtemps sont gentiment mais sûrement en train de se concrétiser, tel que cela a été relayé par la presse récemment : la Suisse sera exposée, dans un futur proche, à des pénuries

d'électricité. La stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral n'est pas une stratégie mais une navigation à l'aveugle sur fond de dogmatisme écologiste.

Les délégués de l'UDC ont adopté les mots d'ordre pour les votations du 28 novembre : l'initiative sur les soins infirmiers est clairement rejetée, tout comme l'initiative sur la justice.

### **Prendre des décisions avec les bellicistes du monde ? Non merci !**

Extrait du communiqué de presse du 25 octobre 2021

La neutralité, l'indépendance et la liberté de la Suisse sont une fois encore en danger. Si le Conseil fédéral, à majorité de centre-gauche, parvient à son objectif, la Suisse siègera pour la toute première fois en qualité de membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, dès le 1er janvier 2023. Aux yeux de l'UDC, cet engagement est purement scandaleux et totalement incompatible avec notre séculaire neutralité. Le Conseil fédéral l'admet par ailleurs dans son premier rapport à ce sujet, la Charte de l'ONU prévoit explicitement que le Conseil de sécurité peut « décider de sanctions non-militaires ainsi que d'interventions militaires ».

Pour ces raisons, l'UDC Suisse demande instamment à la Suisse de renoncer à se présenter au Conseil de sécurité de l'ONU, comme elle l'a déjà formulé à plusieurs reprises depuis la décision idoine du Parlement en 2011.



**Contrôles immédiats à la frontière – les migrants Afghans entrés illégalement sur le territoire suisse doivent immédiatement être expulsés**

Extrait du communiqué de presse du 17 novembre 2021

L'UDC avait formulé ses inquiétudes, les voilà désormais en train de se concrétiser : des dizaines de migrants Afghans entrent quotidiennement illégalement en Suisse, puis disparaissent dans la clandestinité. Selon les autorités douanières, ce sont quelque 2500 migrants illégaux qui ont passé la frontière depuis juin. Une grande majorité d'entre eux sont de jeunes hommes. Le risque pour la sécurité de notre pays est considérable. Plusieurs délinquants ou terroristes potentiels se cachent potentiellement parmi eux ; cette inquiétude est par ailleurs partagée par le Service de Renseignement de la Confédération (SRC), d'après les dires du Conseil fédéral dans sa réponse à l'interpellation UDC 21.4047. Le SRC considère « qu'il existe une réelle possibilité » que des membres de l'Etat islamique ou d'anciens combattants djihadistes migrent vers l'Europe et la Suisse.

L'UDC demande par ailleurs à la ministre de la Justice Karin Keller-Sutter de faire la lumière sur la provenance exacte des Afghans qui migrent illégalement en Suisse. Il existe un soupçon fondé qu'ils appartiennent à un ensemble de dizaines de milliers d'Afghans placés début septembre par les pays de l'OTAN dans les pays des Balkans (Kosovo, Macédoine du Nord et Albanie), afin de faire l'objet d'une procédure de vérification. Si ces soupçons s'avèrent exactes, ces personnes doivent alors être immédiatement expulsées en direction de ces balkaniques.

## **Fake-news du Tagesanzeiger et de la NZZ : non, Marco Chiesa ne prône pas la vaccination obligatoire !**

Extrait du communiqué de presse du 19 novembre 2021

Dans son interview du 16 novembre 2021 auprès du Tagesanzeiger, Marco Chiesa a très clairement indiqué être opposé à une vaccination obligatoire généralisée ; la vaccination pour les personnes en contact direct avec des groupes vulnérables est judicieuse mais des tests réguliers le seraient encore plus, car les personnes vaccinées peuvent tout de même être des vecteurs du virus. Sur la base de cette déclaration, le Tagesanzeiger a ensuite bricolé un titre trompeur : « le chef de l'UDC veut rendre la vaccination obligatoire pour le personnel soignant » ; une fake-news relayée aveuglément par la NZZ.

La vérité, c'est que Marco Chiesa s'est prononcé pour une augmentation des tests, une déclaration motivée par les résultats d'une nouvelle étude suédoise attestant que les vaccins Pfizer, Moderna et AstraZeneca ne protègent pratiquement plus contre une infection au Coronavirus après 4 à 7 mois déjà.

« En tablant sur une obligation du certificat, le Conseil fédéral et l'OFSP prônent une fausse sécurité auprès de la population », a déclaré Marco Chiesa. La vaccination aide à prévenir les formes graves de contamination, Toutefois, en raison de la baisse massive de l'effet protecteur du vaccin, la vaccination n'offre aucune garantie de ne pas être contaminé ou de contaminer autrui.

## **L'UDC est le seul parti à s'engager en faveur d'une gestion parcimonieuse des deniers publics**

Extrait du communiqué de presse du 20 novembre 2021

Les finances fédérales étaient au cœur des discussions à l'ordre du jour de la réunion du groupe parlementaire fédéral UDC, qui s'est tenue ce jour à Saanenmöser (BE). Face aux dettes abyssales découlant de la gestion de la crise liée au Coronavirus, l'UDC est le seul parti à s'engager résolument pour une gestion parcimonieuse des deniers publics. A cet égard, elle demandera une réduction des dépenses de quelque 683 millions de francs dans le cadre des débats sur le budget lors de la session d'hiver. Si les propositions de l'UDC visant à réduire les dépenses jusqu'ici croissantes ne séduisent pas la majorité de centre-gauche du Parlement, l'UDC rejettera le budget 2022.

Le groupe parlementaire UDC s'engage pour davantage de sécurité pour les personnes qui vivent en Suisse. En ce sens, le groupe soutient l'initiative cantonale 19.300 du canton de Saint-Gall : « pas de délai de prescription pour les crimes les plus graves ». Il s'agit là de mettre en place un cadre-légal permettant de poursuivre des crimes graves commis il y a longtemps. Le groupe parlementaire UDC soutient également l'initiative parlementaire 14.401 : « prévoir des dispositions pénales efficaces pour poursuivre le crime organisé ». Cette dernière devrait à l'avenir permettre aux autorités de poursuite pénale de poursuivre plus facilement les dangereuses organisations mafieuses, les bandes de cambrioleurs ou encore les clans de familles criminelles. Le groupe UDC est également favorable à la loi sur les profils d'ADN.



## **La conseillère fédérale Sommaruga doit assurer l’approvisionnement énergétique – sinon, le dossier doit lui être retiré**

Extrait du communiqué de presse du 22 novembre 2021

L’UDC présente à Berne sa prise de position « Pour un approvisionnement énergétique sûr, respectueux de l’environnement et abordable ». Le dossier est une priorité absolue : pour éviter les crises énergétiques imminentes avec des pénuries d’électricité dévastatrices, la Suisse doit produire davantage d’électricité. Dans le même temps, l’énergie hydroélectrique et l’énergie nucléaire doivent rester les piliers fiables de l’approvisionnement en électricité de la Suisse. Le président de l’UDC Marco Chiesa demande à la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga de reconnaître l’échec de la stratégie énergétique et de garantir l’approvisionnement en énergie. Si elle ne prend pas d’engagement contraignant, le dossier devrait lui être retiré.

La situation est dramatique : la Suisse est menacée par une pénurie d’électricité – avec des conséquences immenses pour la population et l’économie. Pour garantir à l’avenir un approvisionnement énergétique sûr, respectueux du climat et abordable, un changement de cap s’impose dans la stratégie énergétique. « La stratégie énergétique est une fuite aveugle aux conséquences désastreuses, également en termes de coûts », souligne le conseiller national Christian Imark. En outre, Imark demande que le facteur immigration soit pris en compte dans la politique énergétique et environnementale, car « l’impressionnante réduction des gaz à effet de serre obtenue par les Suisses est annulée par l’immigration massive, notamment en provenance de l’UE ».

« La gauche et les verts reconstruisent de manière irresponsable la société sans en assurer l’approvisionnement », critique le conseiller national Mike Egger. Pour combler le déficit prévisible de 40 TWh d’électricité d’ici 2050, il ne faut pas détruire par négligence le mix électrique éprouvé de la Suisse avec ses piliers que sont l’hydraulique et le nucléaire.

C'est pourquoi l'UDC exige sans ambiguïté que l'on mette immédiatement un terme à ces dangereuses expériences idéologiques et que la politique énergétique suisse repose sur une base raisonnable. Tous les autres aspects doivent être subordonnés à l'objectif de la sécurité d'approvisionnement.

### **Tous les autres partis sont responsables de la division de la société**

Extrait du communiqué de presse du 28 novembre 2021

C'est avec regret que l'UDC prend acte du oui des électrices et des électeurs au durcissement de la loi Covid-19. Le oui à la loi Covid-19 ne doit pas être un laissez-passer pour d'autres durcissements des mesures Covid. L'érosion de l'Etat de droit doit cesser. Le Conseil fédéral et les autres partis politiques sont responsables de la division de la société, à travers leur politique Covid disproportionnée, arbitraire et discriminatoire. En ce sens, l'UDC poursuit, depuis le début de la pandémie, une stratégie on ne peut plus claire : les groupes à risque doivent être protégés sans que les libertés de la société et de l'économie ne soient inutilement et arbitrairement entravées.

L'UDC regrette le oui à l'initiative « pour des soins infirmiers forts ». Cette dernière est une liste d'intentions parfois louables mais dont la mise en œuvre est à la fois floue et imprévisible. Le contre-projet aurait été une solution plus concrète et directement applicable. Au lieu de s'attaquer à la source du problème, on perd un temps précieux avant de faire bouger les choses.

Les arguments populistes des initiants ont raté leur cible. En cas d'acceptation de l'initiative, l'élection des juges fédéraux se serait transformée en une loterie nationale. Grâce au non du peuple, le contrôle démocratique du Tribunal fédéral est sauf. La caste des juges n'obtient pas davantage de pouvoir. L'UDC se réjouit du coup de frein mis à cette glissante et dangereuse évolution vers un élitiste Etat de juges ; la vigilance reste toutefois un devoir civique.

### Succès pour l'UDC dans le canton de Fribourg

L'UDC se réjouit de l'élection de M. Philippe Demierre au gouvernement fribourgeois. « Nous saluons l'élection de Philippe Demierre au Conseil d'Etat et lui souhaitons plein succès dans son travail », déclare Marco Chiesa, président de l'UDC Suisse. « Avec Philippe Demierre, le gouvernement du canton de Fribourg compte un membre compétent qui saura s'engager avec passion et dévotion en faveur de la population. »

### **Dette Covid : ne touchons pas au frein à l'endettement !**

Extrait du communiqué de presse du 2 décembre 2021

Dans sa réponse à la consultation concernant la réduction de la dette liée au Coronavirus, l'UDC a exprimé son opposition ferme à une suppression du frein à l'endettement. Selon l'UDC, cette dette doit à terme être supprimée par la même génération qui l'a constituée. Le mécanisme de frein à l'endettement est un modèle de réussite unique en son genre, établi à la fin des années '90 grâce à l'UDC. Cela fait aujourd'hui 20 ans que le peuple l'a accepté dans les urnes avec un oui record de 84,7%. C'est aussi et surtout grâce à ce mécanisme de frein à l'endettement que notre pays se porte financièrement bien ; entre 2005 et 2019, les dettes fédérales brutes de la Confédération ont été conséquemment réduites, passant de plus de 130 milliards de francs à quelque 97 milliards de francs. C'est grâce à ce mécanisme que la Suisse a aujourd'hui les reins suffisamment solides pour supporter les dépenses liées à la crise Covid ! Il est dès lors tout bonnement irresponsable que la gauche tente une fois de plus de porter atteinte à ce modèle de réussite et de poursuivre sa politique d'endettement sur le dos des contribuables et des générations futures.



### **Pas de congé paternité pour les couples lesbiens**

Extrait du communiqué de presse du 7 décembre 2021

Le oui au mariage pour tous a entamé un effet domino ; l'acceptation de ce projet sert désormais de justification à ses partisans pour des revendications toujours plus nombreuses, jusqu'aux plus absurdes comme l'extension du congé paternité aux couples lesbiens. Le groupe UDC est fermement opposé à cette « technique du saucisson » émanant de la gauche rose-verte et s'oppose donc à la motion 21.4331 « Le congé de paternité de deux semaines doit être valable pour tous les couples ».

C'est à l'unanimité que l'UDC soutient l'initiative parlementaire 19.498 « pour des votes publics et transparents au Conseil des Etats », déposée par le Conseiller aux Etats Thomas Minder. Cela fait depuis 2014 que le Conseil des Etats procède aux votes de façon électronique, soit 20 ans plus tard que le Conseil national. Mais à la différence de ce dernier, les résultats des votes aux Etats ne sont pas publiés nominativement. Pour les électrices et les électeurs, cette transparence sélective est incompréhensible ; ils veulent (à juste titre) savoir comment « leurs » conseillers aux Etats ont voté sur telle ou telle question.

L'UDC a décidé d'entrer en matière sur le projet de mise en œuvre de cette loi largement acceptée par le peuple en 2015, respectant ainsi la volonté populaire. Elle ne peut toutefois pas accepter la loi telle que présentée. La loi comprend notamment un article « parasite » spécialement dérangeant, puisqu'il confère à des organisations idéologiques comme « pro Velo » le statut de « conseiller » des cantons. Il s'agit manifestement et avant tout d'assurer un nouveau mode de financement à ces organisations clairement orientées idéologiquement.

### **Le Conseil fédéral gâche la célébration de Noël des suissesses et des suisses avec la règle disproportionnée dite « 2G »**

Extrait du communiqué de presse du 17 décembre 2021

Avec ses dernières décisions, le Conseil fédéral continue hélas sur sa lancée, avec sa politique Covid disproportionnée, arbitraire et dénuée de sens pendant les fêtes de fin d'année. L'UDC condamne sans réserve l'introduction de la règle dite « 2G », la limitation de 10 personnes dans le cadre privé et le télétravail obligatoire. Outre l'aspect purement symbolique de ces durcissements, ces derniers causent de nombreux dommages à la société. Le PS, les Verts, les Vert'libéraux, le Centre et le PLR sont les responsables de cette politique arbitraire et discriminatoire. Contre la volonté de l'UDC, ces partis ont, au Conseil national, rejeté un article de la loi Covid qui aurait interdit l'introduction de la règle dite « 2G » par le Conseil fédéral.

Ne soyons pas dupes : la règle dite « 2G » n'est que le prélude à la vaccination obligatoire pour tout le monde. Le oui à la loi Covid du 28 novembre dernier semble avoir fait perdre tout sens de la mesure au Conseil fédéral. La complaisance de la gauche à ces durcissements irréflechis et antisociaux nous donne un aperçu édifiant de la direction que prend la Suisse. La gauche prêche d'ores et déjà en faveur de la vaccination obligatoire, pendant que son co-président, Cédric Wermuth, demande que les caisses maladies mettent à disposition les données des personnes non-vaccinées ! Bienvenue dans l'Etat de la surveillance et de la délation ! Dans la foulée, la gauche rose-verte refuse d'obliger les requérants d'asiles déboutés à se soumettre à un dépistage Covid, alors qu'ils prônent la vaccination obligatoire pour la population Suisse.

Les médias de masse ont une responsabilité conséquente dans la façon dont le Conseil fédéral gouverne sans tenir compte de la réalité et en ignorant systématiquement les préceptes de l'Etat de droit comme la proportionnalité, l'efficacité et l'efficience. A travers un jeu habile et bien rôdé avec le pouvoir en place, les médias poussent le Conseil fédéral à prendre des mesures toujours plus strictes et publient des articles totalement dénués de tout esprit critique et prônent la vaccination des enfants en bas âge.

## **La nouvelle loi sur le CO2 fixe de mauvaises priorités**

Extrait du communiqué de presse du 18 décembre 2021

Cela fait maintenant 6 mois que le peuple suisse a rejeté la loi inutile et coûteuse sur le CO2. Il est évident que les Suissesses et les Suisses ne veulent pas davantage d'interdictions, d'impôts et de taxes mais une politique climatique et énergétique raisonnable. Pourtant, la Conseillère fédérale en charge du dossier, Simonetta Sommaruga, agit comme si cette votation n'avait jamais eu lieu et fixe de surcroît des priorités totalement erronées dans la nouvelle mouture du projet.

Face à la menace d'une pénurie d'énergie, il est grand temps que la Conseillère fédérale en charge du dossier, Madame Sommaruga, reconnaisse enfin l'échec de la Stratégie énergétique 2050. Par voie de pétition, l'UDC déclare : Madame la Conseillère fédérale, faites votre boulot et assurez enfin l'approvisionnement électrique de la Suisse, tant pour ses habitants que son économie !

## **Thomas Aeschi, président du groupe parlementaire UDC, tire un bilan positif à mi-législature et durcit le ton face à l'alliance de la gauche rose-verte du Parlement**

Extrait du communiqué de presse du 22 décembre 2021

Face aux médias, dans son canton d'origine, Zoug, Thomas Aeschi dresse un portrait positif du bilan de la première moitié de la 51e législature 2019 – 2023. « L'UDC a combattu avec succès dans les urnes des projets nuisibles pour notre pays émanant de la gauche rose-verte », souligne-t-il. 51.5% des votants ont dit non à la loi sur le CO2. Les initiatives extrêmes sur l'agriculture ont également été balayées avec succès, grâce à l'engagement de l'UDC. L'initiative « oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » a aussi rencontré une majorité de soutien le 7 mars 2021, contre l'avis de tous les autres partis : « Les Suissesses et les Suisses ont envoyé un signal fort contre l'islamisme et en faveur d'une Suisse libre et sûre. », déclare Thomas Aeschi.

Pour Thomas Aeschi, l'UDC a des objectifs clairs pour la seconde moitié de la législature et jusqu'aux élections fédérales 2023 : « La garantie d'une production énergétique indigène, la pérennité de la prévoyance vieillesse et la réorientation de la politique d'asile sont des priorités », explique-t-il. Selon lui, l'une des premières étapes déterminantes en 2022 sera la votation populaire du 13 février concernant l'augmentation massive des subventions à la faveur des médias privés. « L'UDC s'engage pour les médias indépendants, essentiels à la formation de la libre opinion », affirme Thomas Aeschi devant les journalistes invités à l'occasion du rejet du train de mesures en faveur des médias par le groupe parlementaire UDC au Parlement fédéral.

## **Pour le bien de notre pays, le comité de campagne de l'UDC se met au travail dès janvier**

Extrait du communiqué de presse du 31 décembre 2021

Lors des élections fédérales 2019, la gauche rose-verte a raflé plus de 20 sièges. Si elle devait remporter 10 à 15 sièges supplémentaires, la majorité du Parlement basculerait complètement à gauche, ce qui serait un véritable désastre pour notre pays. La gauche rose-verte veut détruire l'économie et les emplois qui vont avec. Elle prône l'introduction de la semaine de 35 heures, un congé parental payé de 24 semaines, l'ouverture totale des frontières pour les migrants illégaux et leur prise en charge totale et à vie par l'Etat. La pandémie de Covid-19 nous a donné un petit avant-goût de ce qu'impliquerait une majorité de gauche rose-verte au Parlement fédéral ; pendant cette période, la gauche rose-verte a dépensé l'argent des contribuables sans compter, elle a massivement augmenté l'endettement de l'Etat et foulé au pied le fédéralisme et les libertés individuelles.

Il est donc important d'empêcher tout virage à gauche lors des élections fédérales 2023. L'UDC prend la pleine mesure du sérieux de la situation et est prête à mener ce combat politique. « La gauche rose-verte veut gouverner la Suisse par l'échec », déclare le directeur de campagne Marcel Dettling. « L'UDC est le seul parti qui s'engage résolument en faveur de la classe moyenne, pour une réduction de la bureaucratie, pour une industrie suisse forte et pour à la fois plus de liberté et de sécurité.»



## 2. INTERVENTIONS DU GROUPE PARLEMENTAIRE UDC

Durant l'année sous revue, **les membres du groupe UDC au Parlement fédéral** ont déposé 409 questions pour l'heure des questions, 174 interpellations, 116 motions, 26 initiatives parlementaires, 27 questions et 15 postulats.

Au cours de l'année sous revue, **le groupe UDC** a déposé 16 motions, 5 interpellations, 5 initiatives parlementaires et 1 question.

L'aperçu complet des interventions peut être consulté sur Internet à l'adresse [www.parlament.ch](http://www.parlament.ch) (Curia Vista, [base de données des objets parlementaires](#)) par groupe politique, par député, par date ou par thème.

### 2.1 Prises de position de l'UDC

En 2021, l'UDC a publié les **documents de fond** suivants :

- Document de fond sur l'islam et l'islamisme en Suisse
- Document de fond: La politique pique-assiette des villes écolo-socialistes
- Document de fond: En faveur d'une politique énergétique raisonnable, incluant les énergies nucléaires et hydrauliques, respectueuses de l'environnement, au même titre que les énergies renouvelables commercialisables

Les prises de position peuvent être consultées sur le site Internet de l'UDC Suisse (sous Parti>Positions>[Documents de fond](#)).

### 2.2 Réponses à la consultation de l'UDC

En 2021, l'UDC a participé à **67 procédures de consultation** :

- Änderung der Covid-19-Verordnung besondere Lage: Weitere Verschärfung und Verlängerung der Massnahmen
- Modification de l'ordonnance de l'OSAV sur la protection des animaux lors de leur abattage
- Verpflichtungskredit für die Abgeltung von Leistungen des regionalen Personenverkehrs für die Jahre 2022–2025
- Modification de la loi sur le génie génétique (prolongation du moratoire sur la mise en circulation d'organismes génétiquement modifiés)
- Änderung des Militärgesetzes und der Armeeorganisation
- Verordnung über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose
- Änderung des Bundesgesetzes vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung (Prämienverbilligung) als indirekter Gegenvorschlag zur eidgenössischen Volksinitiative «Maximal 10 % des Einkommens für die Krankenkassenprämien (Prämien-Entlastungs-Initiative)»
- Révision de la loi fédérale sur les brevets d'invention (Loi sur les brevets, LBI)
- Revision Grundbuchverordnung. AHVN13 im Grundbuch und landesweite Grundstücksuche: Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens
- Aufhebung der Verordnung über die Bundeskriegstransportversicherung

- Verwendung von Preisbindungsklauseln gegenüber Beherbergungsbetrieben – Umsetzung der Motion Bischof (16.3902) vom 30.09.2016
- 17.448 n Pa.Iv. Feller. Sport- und Kulturvereine. Anheben der Umsatzgrenze für die Befreiung von der Mehrwertsteuerpflicht
- Strategie Nachhaltige Entwicklung 2030
- Bundesgesetz über die Plattform für die elektronische Kommunikation in der Justiz (BEKJ)
- Übernahme und Umsetzung der Verordnung (EU) 2020/493 über das System über gefälschte und echte Dokumente online (FADO) und Änderung des Bundesgesetzes über die polizeilichen Informationssysteme des Bundes (Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands)
- Ausführungsbestimmungen zur Änderung des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (Weiterentwicklung der IV)
- Verordnung über die Einfuhr von nachhaltig produziertem Palmöl aus Indonesien zum Präferenz-Zollansatz
- Verpflichtungskredit «Finanzierung einer sicheren Stromversorgung von Sendeanlagen des Bundes»
- Modifications d'ordonnances en vue de la mise en œuvre des règlements SIS (UE) 2018/1860, 2018/1861 et 2018/1862 (développements de l'acquis de Schengen) et d'une modification de la LDEA
- Loi fédérale sur l'utilisation des moyens électroniques pour l'exécution des tâches des autorités (LMETA)
- Änderung der Jagdverordnung (JSV)
- Befristetes Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nordirland über die Mobilität von Dienstleistungserbringern
- Révision totale de la loi fédérale concernant l'allocation de subventions à l'École cantonale de langue française de Berne
- Bundesgesetz über Pilotprojekte zu Mobility-Pricing
- Entwurf 3: Bundesgesetz über eine Revision des Sexualstrafrechts (Vorentwurf)
- Änderung der Covid-19-Verordnung besondere Lage
- Covid-19: Öffnungsschritt IV
- Änderung der Handelsregisterverordnung
- Dispositions d'exécution relatives à l'utilisation du système d'entrée et de sortie (développements de l'acquis de Schengen)
- Bundesgesetz über die Tonnagesteuer auf Seeschiffen
- Vernehmlassungsantwort der SVP zum Verordnungspaket Umwelt Frühling 2022
- Totalrevision der Verordnung über die Verminderung von Treibhausgasemissionen (CO2-Verordnung)
- Vernehmlassung zur Revision des Natur- und Heimatschutzgesetzes (NHG)
- Verordnung über die Pflichtlagerhaltung von Ethanol
- Änderung des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG): Covid-19-Test bei der Ausschaffung

- Vernehmlassung zur Änderung des Bundesgesetzes über den Wasserbau
- Verordnung über In-vitro-Diagnostika und Änderung der Verordnung über klinische Versuche mit Medizinprodukten
- Révision partielle de la loi sur l'Etat hôte
- Änderung der Verkehrszulassungs- und der Strassenverkehrskontrollverordnung
- Modification des ordonnances 1 et 2 relatives à la loi sur le travail
- Verordnungsänderungen im Bereich BFE
- Verordnung über das Meldeverfahren im Konzern bei der Verrechnungsteuer
- Regulierungsbremse (Änderung von Art. 159 Abs. 3 der Bundesverfassung und Änderung des Parlamentsgesetzes)
- Bundesgesetz über die Entlastung der Unternehmen von Regulierungskosten (Unternehmensentlastungsgesetz)
- Sicherheitspolitischer Bericht
- Verordnungspaket Parlamentarische Initiative 19.475 «Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren»
- Modification de l'ordonnance sur les droits politiques et de l'ordonnance de la ChF sur le vote électronique (restructuration de la phase d'essai)
- Vernehmlassungsantwort: Vorläuferstoffverordnung
- Teilrevision des Transplantationsgesetzes
- Zweites Massnahmenpaket zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs in der Covid-19-Krise
- Teilrevision Raumplanungsgesetz (2. Etappe mit Gegenvorschlag zur Landschaftsinitiative)
- Änderung der Verordnung 2 zum Arbeitsgesetz (ArGV 2)
- Änderung des Bundesgesetzes über Geoinformation
- Bundesgesetz über die Erhöhung der steuerlichen Abzüge von Prämien der obligatorischen Krankenpflegeversicherung und der Unfallversicherung
- Verordnung über polizeiliche Massnahmen zur Bekämpfung von Terrorismus (VPMT)
- Totalrevision der Verordnung über die internationale Zusammenarbeit im Bereich der Bildung, der Berufsbildung, der Jugend und der Mobilitätsförderung (VIZBM)
- Änderung des Finanzhaushaltsgesetzes (Abbau der coronabedingten Verschuldung)
- Revision des Zivilgesetzbuchs (Massnahmen gegen Minderjährigenheiraten)
- Révision totale de l'ordonnance relative à la loi fédérale sur la protection des données
- Nouveau système de financement de l'asile ; attestations des compétences linguistiques axées sur le contexte suisse dans le cadre des procédures relevant du droit des étrangers et du droit de la nationalité

- Approbation et mise en œuvre des échanges de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise des règlements (UE) 2021/1150 et (UE) 2021/1152 en ce qui concerne l'établissement des conditions d'accès aux autres systèmes d'information de l'UE aux fins du système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) (développement de l'acquis de Schengen)
- Übertragung von öffentlichen Aufgaben des Fachbereichs Energie der wirtschaftlichen Landesversorgung
- Änderung des Schwerverkehrsabgabegesetzes und der Schwerverkehrsabgabeverordnung
- Ausführungsrecht (Änderung BetmKV sowie BetmVV-EDI) betreffend Änderung des Betäubungsmittelgesetzes (Cannabisarzneimittel)
- Vier parlamentarische Initiativen zum Mietrecht
- Teilrevision der Radio- und Fernsehverordnung
- Änderung des Umweltschutzgesetzes

Les différentes consultations peuvent être trouvées sur le site Internet de l'UDC Suisse (sous Parti>Positions>[Consultations](#)).

### **2.3 Communiqués, newsletter, journal du parti, conférences de presse, édition spéciale**

En 2021, l'UDC Suisse a publié au total 98 **communiqués de presse**. 15 éditoriaux ont été publiés sur un thème d'actualité. Le journal du parti "**Klartext**" et la version française "**Franc-parler**" ont été publiés 6 fois chacun. Fin 2021, le tirage était de **53'000 exemplaires en allemand** et de **5'500 en français**.

En 2021, l'UDC a organisé 7 **conférences de presse** :

|                         |  |
|-------------------------|--|
| <b>23 mars 2021</b>     | Bilan intermédiaire de législature 2019-2023   |
| <b>26 avril 2021</b>    | La mobilité, un privilège de riches ? La loi sur le CO2 voulue par la gauche multiplie les impôts et les interdits   |
| <b>3 août 2021</b>      | L'UDC ne laissera pas la gauche caviar détruire la place industrielle suisse   |
| <b>9 septembre 2021</b> | L'UDC combat la politique nuisible et pique-assiette des villes écolo-socialistes  |
| <b>15 octobre 2021</b>  | Conférence de presse sur la loi Covid-19   |
| <b>22 novembre 2021</b> | La conseillère fédérale Sommaruga doit assurer l'approvisionnement énergétique, sinon, le dossier doit lui être retiré   |
| <b>22 decembre 2021</b> | Thomas Aeschi, président du groupe parlementaire UDC, tire un bilan positif à mi-législature et durcit le ton face à l'alliance de la gauche rose-verte du Parlement |

Les détails concernant les différentes conférences de presse et les communiqués de presse peuvent être consultés sur le site Internet de l'UDC Suisse (sous Parti>Publications>[Actualités](#)).

## 2.4 Internet

Jusqu'au 31.12.2021, 752'190 visites (1'531'836 pages vues) ont été enregistrées sur <https://www.svp.ch>, 939'002 visites (1'081'511 pages vues) sur <https://www.udc.ch> et 15'800 visites (30'696 pages vues) sur <https://it.udc.ch>. Cela représente en moyenne 2060 visites par jour sur [www.svp.ch](http://www.svp.ch), 1'459 sur [www.udc.ch](http://www.udc.ch) et 6 sur [it.udc.ch](http://it.udc.ch).

En 2021, l'UDC a produit 54 contributions Youtube en allemand et 49 en français. Les contributions Youtube ont enregistré un total de 265 996 vues en allemand et 24 612 en français. La chaîne YouTube compte 4840 abonnés en allemand et 485 abonnés en français.

L'UDC gère les pages Facebook "SVP Schweiz", "UDC Suisse" et d'autres pages de campagne spécifiques. Par le biais de ces canaux, l'UDC communique régulièrement sur l'actualité et mobilise ses membres et sympathisants. Au 31.12.2021, la page "SVP Schweiz" comptait 32'892 soutiens. La page Facebook francophone "UDC Suisse" en comptait 12'612. Lors de diverses journées de pointe, l'UDC a atteint entre 100'000 et 400'000 personnes avec ces pages et a généré 3 millions de vidéos vues sur l'ensemble de la période.

L'UDC gère les pages Instagram "SVPch" et "UDCch". Par le biais de ces canaux, l'UDC communique régulièrement sur l'actualité et mobilise ses membres et sympathisants. Au 31.12.2021, la page "SVPch" comptait 16'003 soutiens. La page Instagram francophone "UDCch" en comptait 1'396. Lors des di-vers jours de pointe, l'UDC compte entre 90'000 et 130'000 personnes grâce à ces pages.

L'UDC exploite le canal TikTok "SVPch" depuis le 20.09.2021. Par le biais de ce canal, l'UDC communique régulièrement sur l'actualité et diffuse les contenus politiques. Au 31.12.2021, le canal "SVPch" comptait 6'835 followers. En 2021, l'UDC a produit 17 contributions TikTok en langue allemande qui ont été consultées 1'403'300 fois.

### **3. ORGANE DU PARTI**

#### **3.1 Assemblée des délégués**

L'Assemblée des délégués (DV) de l'UDC Suisse se compose d'environ 840 délégués et est l'organe suprême du parti. En 2021, 4 réunions des délégués ont eu lieu:

#### **Assemblée des délégués en ligne, samedi 30 janvier 2021**

«Votations du 7 mars: les délégués de l'UDC Suisse votent trois fois OUI»

#### **Assemblée des délégués en ligne, samedi 27 mars 2021**

«Liberté de vote concernant la loi Covid-19»

#### **Assemblée des délégués, samedi 21 août 2021, Granges-Paccot (FR)**

«Grande sympathie pour le référendum sur le COVID-19»

#### **Assemblée des délégués, samedi 23 octobre 2021, Montricher (VD)**

«Approvisionnement énergétique : Madame la Conseillère fédérale Sommaruga, faites votre boulot !»

Vous trouverez plus de détails sur les différentes assemblées des délégués sur le site Internet de l'UDC Suisse (sous Parti>Publications>[Assemblées des délégués](#)).

### 3.2 Le bureau de la direction

Le bureau de la direction (PLA) se compose de neuf membres au total

(au 31.12.2021)

| Fonction                  | Nom                        |
|---------------------------|----------------------------|
| Président de l'UDC Suisse | CE Marco Chiesa (TI)       |
| Vice-présidente           | CN Céline Amaudruz (GE)    |
| Vice-présidente           | CN Magdalena Martullo (GR) |
| Vice-président            | CN Franz Grüter (LU)       |
| Membre                    | CN Manuel Strupler (TG)    |
| Membre                    | CN Marcel Dettling (SZ)    |
| Membre                    | CN Sandra Sollberger (BL)  |
| Membre                    | CN Thomas Matter (ZH)      |
| Chef de groupe (de droit) | CN Thomas Aeschi (ZG)      |

### 3.3 Direction du parti

La direction du parti (PL) se compose de 29 personnes qui pèsent de leurs fonctions ou qui sont membres par élection. La PL gère les affaires courantes du parti, entretient des contacts avec les partis cantonaux et veille à ce que leurs préoccupations soient prises en compte. En tant qu'organe de conciliation, la PL examine et statue sur les préoccupations des membres individuels, des organes du parti, des partis de section, de district ou cantonaux en cas de litige.

(au 31.12.2021)

| Officiellement   |   |
|--|---|
| Membres de la PLA  | Comme décrit ci-dessus                      |
| Les représentants de l'UDC au Conseil fédéral                  | CF Ueli Maurer (ZH)<br>CF Guy Parmelin (VD) |
| Le Secrétaire Général  | Peter Keller (NW)                           |
| Présidents des six sections les plus fortes en valeur absolues | Benjamin Fischer (ZH)                       |
|  | Manfred Bühler (BE)                         |
|  | CN Andreas Glarner (AG)                     |
|  | Walter Gartmann (SG)                        |
|  | Angela Lüthold-Sidler (LU)                  |
|  | Kevin Grangier (VD)                         |
| Président des Jeunes UDC                                       | David Trachsel (BS)                         |
| Présidente de l'UDC International                              | Inge Schütz (BE)                            |

#### Élection par le comité du parti:

|  |  |
|--|--|
| Un représentant de la Suisse romande, un représentant de la Suisse italienne et un représentant de la Suisse romanche. | Didier Spies (JU)<br>CN Piero Marchesi (TI)<br>Reto Rauch (GR) |
| Responsable de la politique de sécurité  | CN David Zuberbühler (AR)                                      |

|  |                            |
|--|----------------------------|
| Responsable de la politique européenne               | CN Roger Köppel (ZH)       |
| Responsable de la politique de migration et d'asile  | CN Andreas Glarner (AG)    |
| Responsable de la politique économique               | CN Magdalena Martullo (GR) |
| Responsable de la politique financière et fiscale    | CN Lars Guggisberg (BE)    |
| Responsable de la politique de la famille et société | CN Monika Rüegger (OW)     |

### 3.4 Comité du parti

Le Comité du parti est composé de 118 membres.

(au: 31.12.2021)

|   |                       |
|---|-----------------------|
| <b>Officiellement :</b>   |                       |
| <b>Membres de la direction du parti (PL)</b> (Comme décrit ci-dessus) |                       |
| <b>Les présidents des sections cantonales:</b>                        |                       |
| AG  | CN Andreas Glarner    |
| AI  | Martin Ebnetter       |
| AR  | Anick Volger          |
| BE  | Manfred Bühler        |
| BL  | Dominik Straumann     |
| BS  | Eduard Rutschmann     |
| FR  | Christophe Blaumann   |
| GE  | CN Céline Amaudruz    |
| GL  | Thomas Tschudi        |
| GR  | Roman Hug             |
| JU  | Thomas Stettler       |
| LU  | Angela Lüthold-Sidler |
| NE  | Lionel Martin         |
| NW  | Roland Blättler       |
| OW  | CN Monika Rüegger     |
| SG  | Walter Gartmann       |
| SH  | Andrea Müller         |
| SO  | CN Christian Imark    |
| SZ  | Roman Bürgi           |
| TG  | Ruedi Zbinden         |
| TI  | CN Piero Marchesi     |

|                   |                    |
|-------------------|--------------------|
| UR                | Fabio Affentranger |
| VD                | Kevin Grangier     |
| Valais du bas     | Donald Moos        |
| Valais du haut    | Romano Amacker     |
| ZG                | Thomas Werner      |
| ZH                | Benjamin Fischer   |
| JSVP              | David Trachsel     |
| SVP International | Inge Schütz        |

### **Autres membres délégués par les cantons:**

|    |   |
|----|---|
| AG | Thomas Burgherr<br>Pascal Furer<br>Rolf Jäggi<br>Michelle Rütli   |
| AI | Alfred Langenegger  |
| AR | Michael Vierbauch   |
| BE | Jolanda Brunner<br>Andrea Gschwend-Pieren<br>Miriam Gurtner<br>Samuel Krähenbühl<br>Helena Morgenthaler<br>Aliko M. Panayides |
| BL | CN Thomas de Courten<br>Peter Riebli  |
| BS | Pascal Messerli   |
| FR | Christina Darcey<br>Liliane Marchon   |
| GE | Michael Andersen<br>Claude Reymond  |
| GL | Barbara Rhyner  |
| GR | Mario Cortesi<br>Jan Koch   |
| JU | Kilian Kaufmann   |
| LU | Stefan Dahinden<br>Oliver Imfeld<br>Willi Knecht  |
| NE |   |
| NW | Peter Wyss  |
| OW | Severin Wallimann   |
| SG | CN Roland Rino Büchel<br>Werner Heule<br>Paul Scheiwiller   |
| SH | Mariano Fioretti<br>Daniel Preisig  |
| SO | Hans Rudolf Lutz<br>Christine Rütli   |

|                   |   |
|-------------------|---|
| SZ                | CN Pirmin Schwander<br>Samuel Lütolf  |
| TG                | Judith Ricklin<br>Beat Stump  |
| TI                | Lara Filippini<br>Roberta Soldati   |
| UR                | Paul Dubacher   |
| VD                | Valentin Christe<br>Werner Riesen   |
| Valais du bas     | CN Jean-Luc Addor<br>Jérôme Desmeules   |
| Valais du haut    | Sandro Fux<br>Fredy Ursprung  |
| ZG                | Philip C. Brunner<br>Karl Nussbaumer  |
| ZH                | CN Martin Haab<br>CN Mauro Tuena<br>Werner Gartenmann<br>Roger Liebi<br>Elisabeth Pflugshaupt<br>Romaine Rogenmoser |
| Jeunes UDC        | Diego Baratti (TI)<br>Andreas Gerber (BE)   |
| UDC international | John McGough  |

**Représentant élu** conformément aux statuts Art. 18 n° 1 al. 2:  
(Maximum 15 autres membres)

| <b>Autres membres:</b> |   |
|------------------------|---|
| AG                     | CN Martina Bircher<br>Conseiler du gouvernement Jean-Pierre Gallati   |
| BE                     | CN Albert Röstli<br>Ancien CN Thomas Fuchs  |
| NW                     | CN Peter Keller<br>Conseiler du gouvernement Michèle Blöchliger   |
| SG                     | CN Esther Friedli   |
| TG                     | CN Verena Herzog-Schläpfer  |
| TI                     | Eros Mellini  |
| VD                     | Gérald Nicod  |
| ZH                     | CN Gregor Rutz<br>Ancien CN Hans Egloff<br>Ancien CN Christoph Mörgeli<br>Ancien CN Ulrich Schlüer<br>Ancien CF Christoph Blocher |

### 3.5 Secrétariat général

Le Secrétariat général est le centre administratif de la Partie. A la fin de l'année sous revue, les membres du personnel suivants travaillent au Secrétariat général :

(au 31.12.2021)

| Fonction   | Collaborateur / Collaboratrice          |
|--|---|
| Secrétaire général   | Peter Keller, Hergiswil (NW)            |
| Secrétaire du groupe                                       | Raphael Vogel, Spiegel bei Bern (BE)    |
| Responsable de la communication                            | Andrea Sommer, Solothurn (SO)           |
| Collaborateur scientifique / Secrétaire du groupe adjointe | Benjamin Schmid, Bern (BE)              |
| Collaborateur scientifique                                 | Henri Bernhard, Münsingen (BE)          |
| Collaborateur scientifique                                 | Yohan Ziehli, Lausanne (VD)             |
| Collaborateur scientifique                                 | Jean-Claude Goldschmid, Liebistorf (FR) |
| Responsable de projet pour les partis cantonaux            | Trudi Mösching, Uetendorf (BE)          |
| Assistante du groupe                                       | Christa Bolliger, Bolligen (BE)         |
| Assistante du président du parti                           | Alain Bühler, Lugano (TI)               |
| Secrétariat  | Adrian Spahr, Lengnau (BE)              |
| Secrétariat  | Prisca Weber, Uetendorf (BE)            |
| Responsable des événements                                 | Emanuel Waeber, Heitenried (FR)         |

### 3.6 Groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale

Les membres du Conseil national et du Conseil des Etats élus sur les listes des partis cantonaux de l'UDC forment une fraction indépendante. Le but de la faction est de défendre les objectifs politiques de l'UDC Suisse à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement fédéral.

#### Conseil fédéral:

- **Ueli Maurer**, chef du DFF, Hinwil (ZH); élu le 10.12.2008; en fonction depuis le 01.01.2009
- **Guy Parmelin**, chef du DEFR, Bursins (VD) ; élu le 9.12.2015, en fonction depuis le 01.01.2016

#### Groupe de l'Union Démocratique du Centre :

Avec 55 membres du Conseil national (53 UDC, 1 Lega, 1 UDF) et 7 membres au Conseil des Etats (6 UDC, 1 non-partis), l'UDC est le plus grand groupe parlementaire au Parlement fédéral.

#### Conseillères nationales et conseillers nationaux (au 31.12.2021)

|    |   |
|----|---|
| AG | Bircher Martina, Aarburg<br>Burgherr Thomas, Wiliberg<br>Giezendanner Benjamin, Rothrist<br>Glarner Andreas, Oberwil-Lieli<br>Heimgartner Stefanie, Baden<br>Huber Alois, Wildeggen |
|----|---|

|    |   |
|----|---|
| AR | Zuberbühler David, Herisau  |
| BE | Aebi Andreas, Alchenstorf<br>Geissbühler Andrea, Bärswil<br>Guggisberg Lars, Kirchlindach<br>Hess Erich, Bern<br>Rösti Albert, Uetendorf<br>Umbricht Pieren Nadja, Kaltacker<br>von Siebenthal Erich, Gstaad  |
| BL | De Courten Thomas, Rünenberg<br>Sollberger Sandra, Bubendorf  |
| FR | Page Pierre-André, Châtonnaye   |
| GE | Amaudruz Céline, Genf<br>Nidegger Yves, Genf  |
| GR | Martullo-Blocher Magdalena, Meilen / Lenzerheide  |
| LU | Estermann Yvette, Kriens<br>Grüter Franz, Eich  |
| NW | Keller Peter, Hergiswil   |
| OW | Rüegger Monika, Engelberg   |
| SG | Büchel Roland, Oberriet<br>Egger Mike, Berneck<br>Friedli Esther, Ebnat-Kappel<br>Reimann Lukas, Wil  |
| SH | Hurter Thomas, Schaffhausen   |
| SO | Imark Christian, Fehren<br>Wobmann Walter, Gretzenbach  |
| SZ | Dettling Marcel, Oberiberg<br>Schwander Pirmin, Lachen  |
| TG | Gutjahr Diana, Amriswil<br>Herzog Verena, Frauenfeld<br>Strupler Manuel, Weinfeld   |
| TI | Marchesi Piero, Molinazzo di Monteggio  |
| VD | Buffat Michaël, Vuarrens<br>Grin Jean-Pierre, Pomy<br>Nicolet Jaques, Lignerolle  |
| VS | Addor Jean-Luc, Savièse<br>Graber Michael, Brig-Glis  |
| ZG | Aeschi Thomas, Baar   |
| ZH | Haab Martin, Mettmenstetten<br>Heer Alfred, Zürich<br>Köppel Roger, Küsnacht<br>Matter Thomas, Zürich<br>Rutz Gregor, Zürich<br>Schläpfer Therese, Hagenbuch<br>Steinemann Barbara, Watt<br>Tuena Mauro, Zürich<br>Hans-Ueli Vogt, Zürich<br>Walliser Bruno, Volketswil |

**Legha dei Ticinesi :**

|    |                        |
|----|------------------------|
| TI | Quadri Lorenzo, Lugano |
|----|------------------------|

**UDF :**

|    |                                      |
|----|--------------------------------------|
| BE | Gafner Andreas, Oberwil im Simmental |
|----|--------------------------------------|

**Conseillers aux Etats** (au 31.12.2021)

|    |                                   |
|----|-----------------------------------|
| AG | Knecht Hansjörg, Leibstadt        |
| BE | Salzmann Werner, Mülchi           |
| SH | Germann Hannes, Opfertshofen      |
| SZ | Kuprecht Alex, Pfäffikon          |
| TG | Stark Jakob, Buhwil               |
| TI | Chiesa Marco, Lugano (Ruvigliana) |

**Indépendant :**

|    |                                       |
|----|---------------------------------------|
| SH | Minder Thomas, Neuhausen am Rheinfall |
|----|---------------------------------------|

#### 4. VOTATIONS FÉDÉRALES 2021

| <b>Votation populaire du 7 mars</b>   | <b>Mot d'ordre UDC</b> | <b>Mot d'ordre PLR</b> | <b>Mot d'ordre Le Centre</b> | <b>Mot d'ordre PS</b> | <b>Peuple oui en %</b> | <b>Peuple non en %</b> | <b>Cantons oui</b> | <b>Cantons non</b> | <b>Résultat</b> |
|---|------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
| Initiative populaire du 15.09.2017 «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage»  | Oui                    | Non                    | Non                          | Non                   | 51.2                   | 48.8                   | 18                 | 5                  | Oui             |
| Loi fédérale du 27.09.2019 sur les services d'identification électronique (LSIE)  | Oui                    | Oui                    | Oui                          | Non                   | 35.6                   | 64.4                   | ---                | ---                | Non             |
| Arrêté fédéral du 20.12.2019 portant approbation de l'Accord de partenariat économique de large portée entre les États de l'AELE et l'Indonésie | Oui                    | Oui                    | Oui                          | Non                   | 51.6                   | 48.4                   | ---                | ---                | Oui             |

| <b>Votation populaire du 13 juin</b>   | <b>Mot d'ordre UDC</b> | <b>Mot d'ordre PLR</b> | <b>Mot d'ordre Le Centre</b> | <b>Mot d'ordre PS</b> | <b>Peuple oui en %</b> | <b>Peuple non en %</b> | <b>Cantons oui</b> | <b>Cantons non</b> | <b>Résultat</b> |
|--|------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
| Initiative populaire du 18.01.2018 «Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique» | Non                    | Non                    | Non                          | Oui                   | 39.3                   | 60.7                   | 0.5                | 22.5               | Non             |
| Initiative populaire du 25.05.2018 «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse»   | Non                    | Non                    | Non                          | Oui                   | 39.4                   | 60.6                   | 0.5                | 22.5               | Non             |
| Loi fédérale du 25.09.2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (loi COVID19)  | Liberté de vote        | Oui                    | Oui                          | Oui                   | 60.2                   | 39.8                   | ---                | ---                | Oui             |
| Loi fédérale du 25.09.2020 sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (loi sur le CO2)   | Non                    | Oui                    | Oui                          | Oui                   | 48.4                   | 51.6                   | ---                | ---                | Non             |

|   |     |     |     |     |      |      |     |     |     |
|---|-----|-----|-----|-----|------|------|-----|-----|-----|
| Loi fédérale du 25.09.2020 sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT) | Oui | Oui | Oui | Non | 56.6 | 43.4 | --- | --- | Oui |
|---|-----|-----|-----|-----|------|------|-----|-----|-----|

| <b>Votation populaire du 26 septembre</b>  | <b>Mot d'ordre UDC</b> | <b>Mot d'ordre PLR</b> | <b>Mot d'ordre Le Centre</b> | <b>Mot d'ordre PS</b> | <b>Peuple oui en %</b> | <b>Peuple non en %</b> | <b>Cantons oui</b> | <b>Cantons non</b> | <b>Résultat</b> |
|--|------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
| Initiative populaire du 02.04.2019 «Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital» | Non                    | Non                    | Non                          | Oui                   | 35.1                   | 64.9                   | 0                  | 23                 | Non             |
| Modification du 18.12.2020 du code civil suisse (mariage pour tous)  | Non                    | Oui                    | Oui                          | Oui                   | 64.1                   | 35.9                   | ---                | ---                | Oui             |

| <b>Votation populaire du 28 novembre</b>  | <b>Mot d'ordre UDC</b> | <b>Mot d'ordre PLR</b> | <b>Mot d'ordre Le Centre</b> | <b>Mot d'ordre PS</b> | <b>Peuple oui en %</b> | <b>Peuple non en %</b> | <b>Cantons oui</b> | <b>Cantons non</b> | <b>Résultat</b> |
|---|------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
| Initiative populaire «Pour des soins infirmiers forts» (Initiative sur les soins infirmiers)  | Non                    | Non                    | Frei                         | Oui                   | 60.98                  | 39.02                  | 22.5               | 0.5                | Oui             |
| Initiative populaire «Désignation des juges fédéraux par tirage au sort» (Initiative sur la justice)  | Non                    | Non                    | Non                          | Non                   | 31.93                  | 68.07                  | 0                  | 23                 | Non             |
| Modification de la loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19) (Cas de rigueur, assurance-chômage, accueil extra-familial pour enfants, acteurs culturels, manifestations) | Non                    | Oui                    | Oui                          | Oui                   | 62.01                  | 37.99                  | 21.5               | 1.5                | Oui             |

## 5. L'UDC DANS LES PARLEMENTS CANTONAUX

Etat au jour du scrutin. Elections considérées jusqu'au 07.03.2021

| Canton    | Année électorale | Proportions de suffrages UDC aux élections cantonales | Nombre de sièges UDC au parlement cantonal | Total des sièges du parlement cantonal |
|-----------|------------------|---|--|--|
| AG        | 2020             | 30.31%  | 43   | 140                                    |
| AI        | Annuel / 2020    | *   | *  | 50                                     |
| AR        | 2019             | 12.2%   | 7  | 65                                     |
| BE        | 2018             | 26.8%   | 46   | 160                                    |
| BL        | 2019             | 22.7%   | 21   | 90                                     |
| BS        | 2020             | 10.8%   | 11   | 100                                    |
| <b>FR</b> | <b>2021</b>      | <b>17.99%</b>   | <b>19</b>                                  | <b>110</b>                             |
| GE        | 2018             | 7.3%  | 8  | 100                                    |
| GL        | 2018             | 25.3%   | 15   | 60                                     |
| GR        | 2018             | *   | 9  | 120                                    |
| JU        | 2020             | 11.0%   | 7  | 60                                     |
| LU        | 2019             | 19.6%   | 22   | 120                                    |
| <b>NE</b> | <b>2021</b>      | <b>8.13%</b>  | <b>8</b>                                   | <b>115</b>                             |
| NW        | 2018             | 25.9%   | 15   | 60                                     |
| OW        | 2018             | 24.5%   | 15   | 55                                     |
| SH        | 2020             | 33.4%   | 20   | 60                                     |
| <b>SO</b> | <b>2021</b>      | <b>20.4%</b>  | <b>21</b>                                  | <b>100</b>                             |
| SG        | 2020             | 26.9%   | 35   | 120                                    |
| SZ        | 2020             | 33.2%   | 33   | 100                                    |
| TG        | 2020             | 32.3%   | 45   | 130                                    |
| TI        | 2019             | 6.1%  | 6  | 90                                     |
| UR        | 2020             | 24.6%   | 14   | 64                                     |
| VD        | 2017             | 15.8%   | 25   | 150                                    |
| <b>VS</b> | <b>2021</b>      | <b>16.9%</b>  | <b>22</b>                                  | <b>130</b>                             |
| ZG        | 2018             | 22.4%   | 18   | 80                                     |
| ZH        | 2019             | 24.5%   | 45   | 180                                    |

\* pas d'indications, car élections par circonscriptions ou selon le système majoritaire

## 6. LES SECTIONS CANTONALES UDC EN LIGNE

| <b>Canton</b>  | <b>Site Internet</b>                                       | <b>Adresse e-mail</b>  |
|----------------|--|--|
| UDC Suisse     | <a href="http://www.udc.ch">www.udc.ch</a>                 | <a href="mailto:gs@svp.ch">gs@svp.ch</a>                                   |
| AG             | <a href="http://www.svp-ag.ch">www.svp-ag.ch</a>           | <a href="mailto:info@svp-ag.ch">info@svp-ag.ch</a>                         |
| AI             | <a href="http://www.svp-ai.ch">www.svp-ai.ch</a>           | <a href="mailto:info@svp-ai.ch">info@svp-ai.ch</a>                         |
| AR             | <a href="http://www.svp-ar.ch">www.svp-ar.ch</a>           | <a href="mailto:sekretariat@svp-ar.ch">sekretariat@svp-ar.ch</a>           |
| BE             | <a href="http://www.svp-bern.ch">www.svp-bern.ch</a>       | <a href="mailto:sekretariat@svp-bern.ch">sekretariat@svp-bern.ch</a>       |
| BL             | <a href="http://www.svp-bl.ch">www.svp-bl.ch</a>           | <a href="mailto:info@svp-bl.ch">info@svp-bl.ch</a>                         |
| BS             | <a href="http://www.svp-basel.ch">www.svp-basel.ch</a>     | <a href="mailto:info@svp-basel.ch">info@svp-basel.ch</a>                   |
| FR             | <a href="http://www.udc-fr.ch">www.udc-fr.ch</a>           | <a href="mailto:info@udc-fr.ch">info@udc-fr.ch</a>                         |
| GE             | <a href="http://www.udc-ge.ch">www.udc-ge.ch</a>           | <a href="mailto:secretariat@udc-ge.ch">secretariat@udc-ge.ch</a>           |
| GL             | <a href="http://www.svp-gl.ch">www.svp-gl.ch</a>           | <a href="mailto:praesident@svp-gl.ch">praesident@svp-gl.ch</a>             |
| GR             | <a href="http://www.svp-gr.ch">www.svp-gr.ch</a>           | <a href="mailto:sekretariat@svp-gr.ch">sekretariat@svp-gr.ch</a>           |
| JU             | <a href="http://www.udc-ju.ch">www.udc-ju.ch</a>           | <a href="mailto:secretaire@udc-ju.ch">secretaire@udc-ju.ch</a>             |
| LU             | <a href="http://www.svp-lu.ch">www.svp-lu.ch</a>           | <a href="mailto:sekretariat@svp-lu.ch">sekretariat@svp-lu.ch</a>           |
| NE             | <a href="http://www.udc-ne.ch">www.udc-ne.ch</a>           | <a href="mailto:secretariat@udc-ne.ch">secretariat@udc-ne.ch</a>           |
| NW             | <a href="http://www.svp-nw.ch">www.svp-nw.ch</a>           | <a href="mailto:info@svp-nw.ch">info@svp-nw.ch</a>                         |
| OW             | <a href="http://www.svp-ow.ch">www.svp-ow.ch</a>           | <a href="mailto:info@svp-ow.ch">info@svp-ow.ch</a>                         |
| SH             | <a href="http://www.svp-sh.ch">www.svp-sh.ch</a>           | <a href="mailto:info@svp-sh.ch">info@svp-sh.ch</a>                         |
| SG             | <a href="http://www.svp-sg.ch">www.svp-sg.ch</a>           | <a href="mailto:sekretariat@svp-sg.ch">sekretariat@svp-sg.ch</a>           |
| SO             | <a href="http://www.svp-so.ch">www.svp-so.ch</a>           | <a href="mailto:info@svp-so.ch">info@svp-so.ch</a>                         |
| SZ             | <a href="http://www.svp-sz.ch">www.svp-sz.ch</a>           | <a href="mailto:sekretariat@svp-sz.ch">sekretariat@svp-sz.ch</a>           |
| TG             | <a href="http://www.svp-thurgau.ch">www.svp-thurgau.ch</a> | <a href="mailto:sekretariat@svp-thurgau.ch">sekretariat@svp-thurgau.ch</a> |
| TI             | <a href="http://www.udc-ti.ch">www.udc-ti.ch</a>           | <a href="mailto:info@udc-ti.ch">info@udc-ti.ch</a>                         |
| UR             | <a href="http://www.svpuri.ch">www.svpuri.ch</a>           | <a href="mailto:sekretariat@svpuri.ch">sekretariat@svpuri.ch</a>           |
| VD             | <a href="http://www.udc-vaud.ch">www.udc-vaud.ch</a>       | <a href="mailto:secretariat@udc-vaud.ch">secretariat@udc-vaud.ch</a>       |
| Valais du haut | <a href="http://www.svpo.ch">www.svpo.ch</a>               | <a href="mailto:info@svpo.ch">info@svpo.ch</a>                             |
| Valais du bas  | <a href="http://www.udc-valais.ch">www.udc-valais.ch</a>   | <a href="mailto:internet@udc-valais.ch">internet@udc-valais.ch</a>         |
| ZG             | <a href="http://www.svp-zug.ch">www.svp-zug.ch</a>         | <a href="mailto:sekretariat@svp-zug.ch">sekretariat@svp-zug.ch</a>         |
| ZH             | <a href="http://www.svp-zuerich.ch">www.svp-zuerich.ch</a> | <a href="mailto:sekretariat@svp-zuerich.ch">sekretariat@svp-zuerich.ch</a> |